



Centre National de Gestion
des Praticiens Hospitaliers
et des Personnels de Direction de
la Fonction Publique Hospitalière

**DONNEES SUR LES CONTRATS D'ENGAGEMENT DE SERVICE
PUBLIC (CESP) CONCLUS AVEC LES ETUDIANTS ET INTERNES
EN MÉDECINE ET EN ODONTOLOGIE**

CAMPAGNES 2010/2011 A 2019/2020¹

¹ Il s'agit des campagnes pour les années universitaires 2010/2011 à 2019/2020

Contenu

| | | |
|-------|--|----|
| 1. | Introduction..... | 3 |
| 1.1 | Logigramme : Etapes de la procédure CESP..... | 4 |
| 1.2 | Explications du logigramme..... | 5 |
| 2. | Données sur l'entrée dans le CESP de médecine et d'odontologie..... | 7 |
| 2.1 | Nombre de CESP offerts..... | 7 |
| 2.1.1 | Evolution du nombre de CESP offerts..... | 7 |
| 2.1.2 | Répartition régionale des CESP offerts sur les 3 dernières campagnes..... | 7 |
| 2.2 | Candidats sélectionnés..... | 10 |
| 2.2.1 | Evolution du nombre de candidats sélectionnés..... | 11 |
| 2.2.2 | Evolution des candidats sélectionnés par rapport aux postes offerts..... | 12 |
| 2.2.3 | Répartition régionale du nombre de candidats sélectionnés..... | 13 |
| 2.3 | Contrats signés..... | 15 |
| 2.3.1 | Evolution du nombre de contrats signés..... | 15 |
| 2.3.2 | Evolution des contrats signés par rapport aux postes offerts..... | 16 |
| 2.3.3 | Evolution des contrats signés par rapport aux candidats sélectionnés..... | 16 |
| 2.3.4 | Répartition régionale des contrats signés..... | 17 |
| 3. | Données sur les allocataires (contrats en cours au 31 décembre 2020)..... | 20 |
| 3.1 | Répartition des contrats en cours selon l'année d'inscription de l'allocataire..... | 20 |
| 3.2 | Répartition des allocataires CESP par sexe et âge..... | 20 |
| 3.3 | Niveaux d'études des allocataires au 31 décembre 2020..... | 23 |
| 3.4 | Spécialités des internes de médecine..... | 24 |
| 3.5 | Nationalité des allocataires..... | 25 |
| 3.6 | Répartition régionale des allocataires..... | 26 |
| 3.7 | Durée de contrat des allocataires..... | 27 |
| 3.8 | Zoom sur les ruptures de contrats..... | 28 |
| 4. | ANNEXES..... | 30 |
| | Répartition régionale du nombre de CESP offerts sur les trois dernières campagnes..... | 30 |
| | Répartition régionale du nombre de CESP offerts pour la campagne 2019-2020..... | 31 |

1. Introduction

Créé par la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires (dite « HPST »), le **contrat d'engagement de service public (CESP)**, dans un premier temps exclusivement proposé aux étudiants et internes en médecine, a été étendu aux étudiants en odontologie.

En contrepartie d'un engagement de servir en zone sous-dense en termes d'offre de soins, les internes et les étudiants en médecine ou en odontologie peuvent, après leur diplôme de spécialité, bénéficier d'une allocation (1200 euros brut) pendant tout ou partie de la durée de leurs études. Ce dispositif a pour objectif de fidéliser des jeunes médecins dans des spécialités et des lieux d'exercice fragiles où la continuité des soins est menacée. En contrepartie de cette allocation, le signataire d'un CESP s'engage à poursuivre ses études dans la formation choisie et à respecter ses obligations d'assiduité ; à compter de la fin de sa formation ou de son parcours de consolidation des compétences, à exercer son activité de soins dans un ou plusieurs lieux d'exercice spécifiques proposés par les agences régionales de santé (ARS) dans des zones où la continuité des soins fait défaut, pour une durée égale à celle pendant laquelle lui aura été versée l'allocation. Cette durée ne peut être inférieure à 2 ans.

Le décret n° 2020-268 du 17 mars 2020 relatif au contrat d'engagement de service public prévu à l'article L. 632-6 du code de l'éducation intervenant en application de l'article 8 de la loi du 24 juillet 2019 relative à l'organisation et à la transformation du système de santé a abrogé :

- ✓ le décret n° 2010-735 du 29 juin 2010 relatif au contrat d'engagement de service public durant les études médicales,
- ✓ le décret n° 2013-735 du 14 août 2013 relatif au contrat d'engagement de service public durant les études odontologiques.

Les dispositions de ce décret sont applicables aux CESP conclus à compter de son entrée en vigueur (20 mars 2020). Les contrats conclus avant cette date restent soumis aux dispositions réglementaires qui leur étaient applicables avant l'entrée en vigueur du présent décret.

- Le CESP ne pourra désormais plus être conclu avec les étudiants du premier cycle mais uniquement avec les étudiants de 2^{ème} et 3^{ème} cycle des études de médecine ou d'odontologie ((et non plus à l'issue des épreuves de fin de 1^{ère} année) (à compter de 2019).
- Le dispositif est, d'autre part, étendu aux praticiens à diplôme étranger hors Union européenne (PADHUE) autorisés à poursuivre un parcours de consolidation des compétences en médecine ou en odontologie (dans le cadre de la liste A et de la liste C) (après 2020).

L'impact direct de l'inéligibilité des étudiants de premier cycle a eu pour conséquence une baisse conséquente du nombre de contrats signés à partir de 2020.

Le nombre de contrats pouvant être signés est fixé et réparti selon l'annexe 1 de l'**arrêté du 26 mai 2020** fixant le nombre de contrats d'engagement de service public pouvant être signés par les étudiants de 2^{ème} et de 3^{ème} cycle des études de médecine et d'odontologie au titre de l'année universitaire 2019-2020. Cet arrêté figure en annexe.

Les étudiants de 2^{ème} et 3^{ème} cycle des études de médecine et d'odontologie souhaitant signer un CESP en font la demande auprès du directeur de l'unité de formation et de recherche de médecine ou d'odontologie ou de la composante universitaire dont ils relèvent. Les praticiens à diplôme étranger hors Union européenne déposent leur demande auprès du directeur général de l'agence régionale de santé dont relève l'établissement dans lequel ils sont affectés et précisent dans cette demande à quelle unité de formation et de recherche en médecine ou en odontologie ou à quelle composante universitaire assurant l'une de ces formations ils souhaitent être rattachés. Une commission de sélection, instituée dans chaque UFR, procède à l'examen des demandes selon des modalités définies

1.2 Explications du logigramme

Définitions :

ARS : Agence régionale de santé

CESP : Contrat d'engagement de service public

CNG : Centre national de gestion

CNOM : Conseil national de l'ordre des médecins

DCAEMDP/UCM : Département Concours, autorisation d'exercice Mobilité- développement professionnel/Unité des concours médicaux

DGOS : Direction générale de l'offre de soins

DGPH : Département de gestion des praticiens hospitaliers

ECN : Epreuves classantes nationales

MESR : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche

MINEFI : Ministère de l'économie et des finances

P.V : Procès-verbal

RQ : responsable qualité

SRH1 : Sous-direction des ressources humaines du système de santé (DGOS)

UFR : Unité de formation et de recherche

| | |
|---|---|
| ① | <p>Etape 1 : Arrêté fixant le nombre et la répartition des CESP offerts au titre de l'année universitaire n</p> <p>1-1 En février, la DGOS rédige l'arrêté interministériel fixant le nombre et la répartition des CESP offerts au titre de l'année universitaire n et le transmet au MINEFI et au MESRI pour contreseing ; 1-2 Elle initie la publication de l'arrêté au J.O 1-3 Après publication de l'arrêté au J.O, le CNG le met en ligne sur son site internet</p> |
| ② | <p>Etape 2 : Dépôt des candidatures au CESP</p> <p>Une candidature au CESP peut être déposée par tout étudiant ou interne en médecine ou en odontologie, à tout moment de son cursus, à compter du second cycle des études médicales et odontologiques à la dernière année d'internat. Le dépôt des candidatures se fait, en général, aux mois d'octobre et novembre de chaque année. Les étudiants et internes en médecine et en odontologie intéressés par le CESP : Remplissent le formulaire type pour le dépôt de candidature, constituent leur dossier selon les indications données dans le formulaire type et l'adressent au service de la scolarité de leur UFR avant la fin du mois de novembre ;</p> |
| ③ | <p>Etape 3 : Commissions de sélection</p> <p>Les commissions de sélection se réunissent en novembre et décembre. Chaque commission de sélection est présidée par le directeur de l'UFR et composée du directeur général d'ARS, du président du CNOM, du président de l'Union régionale des professionnels de santé (URPS), d'un directeur d'un établissement public de santé de la région et d'un interne et d'un étudiant en médecine, tous deux désignés par le directeur de l'UFR sur proposition des organisations syndicales représentatives :</p> <p>3-1 Chaque commission procède à un premier examen sur dossier et convoque ensuite les candidats retenus pour un entretien individuel permettant d'apprécier leur projet professionnel ; 3-2 Chaque commission se prononce en fonction des résultats universitaires et des projets professionnels des candidats et établit les listes de classement (liste principale et liste complémentaire) ; 3-3 Elles rédigent les procès-verbaux 3-4 Elles adressent au DGPH/HU-CESP du CNG le P.V de la commission de sélection, les listes de classement et les dossiers des candidats.</p> <p><i>En cas de divergence d'appréciation entre les membres de la commission pour l'inscription ou le classement d'un étudiant ou interne sur la liste des personnes retenues, la commission procède au vote à main levée. Le directeur général de l'Agence régionale de santé, ou son représentant, a voix prépondérante en cas de partage égal des voix.</i></p> |

| | |
|----------|---|
| <p>④</p> | <p>Etape 4 : Traitement des dossiers reçus par le CNG</p> <p>Le traitement des dossiers de CESP par le CNG s'effectue de mai à novembre. Chaque gestionnaire HU/CESP détient un portefeuille régionalisé.</p> <p>4-1 Les gestionnaires CESP vérifient les P.V et les dossiers des candidats ; 4-2 Ils enregistrent les candidatures dans l'application CESP ; 4-3 Ils éditent les contrats et les lettres d'accompagnement par publipostage via l'application CESP ; 4-4 Ils envoient aux candidats inscrits sur les listes principales les contrats en deux exemplaires en courrier recommandé avec AR; 4-5 Les candidats retournent au CNG, dans un délai de trente jours, les contrats signés par leurs soins accompagnés de l'attestation de carte vitale et d'un RIB; 4-6 A réception des contrats par le CNG, ceux-ci sont transmis, sous couvert de la voie hiérarchique, à la DG/DGA du CNG pour signature ; 4-7 Le DGPH/HU/CESP transmet un exemplaire des contrats signés par les deux parties aux intéressés ; 4-8 Un exemplaire du contrat signé est adressé à l'unité finances pour mise en paiement.</p> <p><i>En cas de non signature d'un contrat par un candidat d'une liste principale, il est adressé au candidat de la liste complémentaire idoine un contrat dans les mêmes conditions que ci-dessus à partir de l'étape 4-3</i></p> |
| <p>⑤</p> | <p>Etape 5 : Information de la DGOS</p> <p>A l'issue du traitement des dossiers de CESP, le DGPH/HU/CESP adresse à la DGOS/SRH1 un bilan chiffré des CESP attribués par UFR et par région</p> |
| <p>⑥</p> | <p>Etape 6 : Suivi administratif des allocataires</p> <p>Les gestionnaires des CESP assurent le suivi administratif des allocataires jusqu'à la fin de leur engagement en lien avec les référents ARS-CESP</p> <p>Ils demandent, à chaque rentrée universitaire, le certificat de scolarité ; Ils traitent les demandes particulières de chaque bénéficiaire : décision de mise en disponibilité, congé de maternité, congé parental etc..... Ils transmettent à l'unité finances tout acte ayant un impact sur le paiement des allocations.</p> |
| <p>⑦</p> | <p>Etape 7 : CESP et ECN</p> <p>Les allocataires devant passer les ECN font l'objet d'un traitement différencié dans l'application CELINE (logiciel de traitement des ECN). De ce fait, en mars, les gestionnaires CESP :</p> <p>exportent sous Excel la liste des allocataires passant les ECN adressent cette liste via un mail au DCAEMDP/UCM pour intégration des données dans l'application CELINE.</p> |

2. Données sur l'entrée dans le CESP de médecine et d'odontologie

2.1 Nombre de CESP offerts

2.1.1 Evolution du nombre de CESP offerts

Le nombre cumulé de **CESP offerts en médecine** entre les campagnes 2010-2011 et 2019-2020 s'établit à **4 794 CESP**. Entre la première et la dernière campagne, le nombre annuel de postes offerts a progressé de plus de la moitié, **58,5 %**, avec une progression encore plus forte de ceux offerts au statut « étudiant » vs le statut « interne » (+ 67,5 %, contre 48,5 % chez les internes).

En **odontologie**, le nombre cumulé de postes offerts depuis la première campagne (2013-2014) atteint **781 contrats**, avec pour la campagne 2019-2020, une offre distincte pour les étudiants de second cycle et les étudiants de troisième cycle. La progression relevée sur l'ensemble de la période pour les étudiants en odontologie est de **+ 152,0 %**

Après une augmentation de la part des étudiants en médecine de 2010 (50,0 %) à 2017 (54,9 %), on observe une diminution depuis, avec une proportion revenant pour la dernière campagne à un taux plus proche de celui du départ (52,8 %).

Tableau 1 : Evolution du nombre de CESP offerts²

| Discipline | Statut | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 | Total cumulé | Evolution 2010-2019 (en %) |
|-------------------------------|------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|--------------|----------------------------|
| Médecine | Etudiants | 200 | 200 | 224 | 235 | 245 | 250 | 262 | 286 | 303 | 335 | 2 540 | 67,5 |
| | Internes | 200 | 200 | 205 | 215 | 210 | 216 | 216 | 235 | 258 | 299 | 2 254 | 49,5 |
| | Ensemble | 400 | 400 | 429 | 450 | 455 | 466 | 478 | 521 | 561 | 634 | 4 794 | 58,5 |
| Part des étudiants (%) | | 50,0 | 50,0 | 52,2 | 52,2 | 53,8 | 53,6 | 54,8 | 54,9 | 54,0 | 52,8 | 53,0 | |
| Odontologie | Etudiants | - | - | - | 50 | 95 | 110 | 112 | 127 | 139 | 126 | 759 | 152,0 |
| | Internes | - | - | - | - | - | - | - | - | - | 22 | 22 | - |
| | Ensemble | - | - | - | 50 | 95 | 110 | 112 | 127 | 139 | 148 | 781 | 196 |
| Ensemble | Etudiants | 200 | 200 | 224 | 285 | 340 | 360 | 374 | 413 | 442 | 461 | 3 299 | 130,5 |
| | Internes | 200 | 200 | 205 | 215 | 210 | 216 | 216 | 235 | 258 | 321 | 2 276 | 60,5 |
| | Ensemble | 400 | 400 | 429 | 500 | 550 | 576 | 590 | 648 | 700 | 782 | 5 575 | 95,5 |
| Part des étudiants (%) | | 50,0 | 50,0 | 52,2 | 57,0 | 61,8 | 62,5 | 63,4 | 63,7 | 63,1 | 59,0 | 59,2 | |

Les postes présentés dans ce tableau ne prennent pas en compte le principe de fongibilité dans l'attribution des CESP, créé par le décret n°2011-1542 du 15 novembre 2011 modifiant le décret n°2010-735 du 29 juin 2010, prévoyant que les contrats non conclus à une date fixée chaque année feraient l'objet d'une nouvelle répartition entre les UFR mais aussi entre la liste des CESP pour les étudiants en médecine et celle pour les internes de la même discipline. Les postes non pourvus d'un côté peuvent donc être proposés de l'autre, au sein d'une même UFR et également entre UFR depuis 2011-2012. Ainsi, les postes d'internes non pourvus sont redistribués aux étudiants, entraînant une évolution du nombre de CESP offerts différente selon la catégorie d'éligibles concernée. L'analyse des postes offerts après fongibilité sur les trois dernières campagnes est présentée dans la suite du document.

2.1.2 Répartition régionale des CESP offerts sur les 3 dernières campagnes

Sur les 3 dernières campagnes, toutes disciplines confondues et tous statuts confondus, la progression du nombre de postes offerts au niveau national est de + 20,7 %.

Durant cette même période, en médecine, l'évolution du nombre de CESP offerts varie fortement d'une région à l'autre. Si le nombre de postes offerts progresse fortement pour certaines telle que la région Grand Est (+157,9 %), en revanche, il reste constant dans d'autres régions comme la Bretagne, les Hauts de France, la Nouvelle Aquitaine ou encore les Pays de la Loire.

² Arrêtés fixant le nombre de contrats d'engagement de service public pouvant être signés par les étudiants et internes de médecine et d'odontologie au titre des années universitaires correspondantes.

S'agissant des postes CESP offerts en odontologie, la plus forte progression est enregistrée en Nouvelle-Aquitaine (+100,0 %) alors que la Bretagne enregistre une diminution de 7,7 %. Il convient également de préciser que 5 régions ne comptabilisent aucun poste offert, que ce soit en 2017, 2018 ou 2019. Il s'agit des régions Bourgogne-Franche-Comté, Centre-Val de Loire, Normandie, Guadeloupe et La Réunion.

Tableau 2 : Evolution du nombre de CESP offerts selon les régions sur les trois dernières campagnes

| Région | Evolution 2017-2018 / 2019-2020 (en %) | | | | |
|-------------------------|--|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | Médecine | | | Odontologie | Ensemble |
| | Étudiants | Internes | Ensemble | | |
| Auvergne Rhône Alpes | 3,0 | 3,4 | 3,2 | 0,0 | 2,5 |
| Bourgogne Franche Comté | 30,8 | 10,0 | 21,7 | - | 21,7 |
| Bretagne | 0,0 | 0,0 | 0,0 | -7,7 | -2,9 |
| Centre Val de Loire | -8,3 | 90,0 | 36,4 | - | 36,4 |
| Grand Est | 109,5 | 217,6 | 157,9 | 18,5 | 100,0 |
| Hauts de France | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| IDF | 12,7 | 23,5 | 16,5 | 0,0 | 13,7 |
| Normandie | 0,0 | 33,3 | 18,2 | - | 18,2 |
| Nouvelle Aquitaine | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 100,0 | 12,7 |
| Occitanie | 36,4 | -15,8 | 12,2 | 33,3 | 17,0 |
| Pays de la Loire | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 |
| PACA / Corse | 15,4 | 25,0 | 20,0 | 60,0 | 31,4 |
| France métropole | 16,8 | 29,5 | 22,5 | 16,5 | 21,2 |
| DOM Com | 22,2 | 0,0 | 11,1 | - | 11,1 |
| France entière | 17,1 | 27,2 | 21,7 | 16,5 | 20,7 |

Les éléments détaillés par région et pour ces trois dernières années sont présentés en annexe.

L'arrêté du 9 novembre 2020 fixant la répartition des contrats d'engagement de service public offerts restant à pourvoir au titre de l'année universitaire 2019-2020 redistribue ainsi 350 postes. Le taux d'évolution national qui était de + 20,7 % passe alors à + 13,1 % et des différences entre régions sont assez notables. Les éléments sont présentés pour l'ensemble des étudiants, l'arrêté de 2019-2020 sur les postes restants à pourvoir ne faisant plus, pour cette dernière année universitaire, de distinction dans la redistribution entre médecine ou odontologie, ou entre étudiants et internes.

Tableau 3 : Evolution de l'ensemble des CESP offerts selon les régions sur les trois dernières campagnes avant et après le principe de fongibilité appliqué

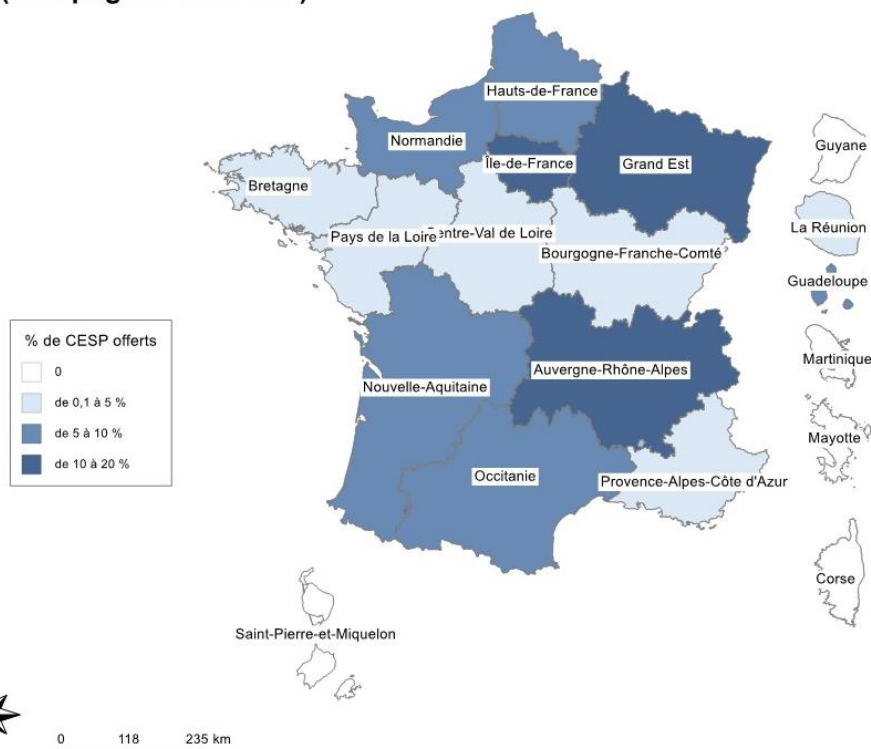
| Région | Nombre de CESP offerts pour l'ensemble des étudiants | | | | | | | |
|-------------------------|--|------------|------------|-----------------------------------|-----------------------------------|------------|------------|-----------------------------------|
| | 1 ^{er} arrêté (d'origine) avant fongibilité | | | | Principe de fongibilité appliquée | | | |
| | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 | Evolution 2016-2017/2019-2020 (%) | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 | Evolution 2016-2017/2019-2020 (%) |
| Auvergne Rhône Alpes | 80 | 82 | 82 | 2,5 | 83 | 88 | 74 | -10,8 |
| Bourgogne Franche Comté | 23 | 25 | 28 | 21,7 | 26 | 26 | 24 | -7,7 |
| Bretagne | 35 | 34 | 34 | -2,9 | 29 | 28 | 43 | 48,3 |
| Centre Val de Loire | 22 | 25 | 30 | 36,4 | 22 | 18 | 19 | -13,6 |
| Grand Est | 65 | 69 | 130 | 100,0 | 73 | 95 | 82 | 12,3 |
| Hauts de France | 56 | 56 | 56 | 0,0 | 53 | 49 | 53 | 0,0 |
| Ile de France | 117 | 136 | 133 | 13,7 | 110 | 119 | 183 | 66,4 |
| Normandie | 44 | 50 | 52 | 18,2 | 43 | 51 | 48 | 11,6 |
| Nouvelle Aquitaine | 55 | 55 | 62 | 12,7 | 56 | 61 | 59 | 5,4 |
| Occitanie | 53 | 55 | 62 | 17,0 | 38 | 51 | 50 | 31,6 |
| Pays de la Loire | 27 | 27 | 27 | 0,0 | 38 | 48 | 33 | -13,2 |
| PACA / Corse | 35 | 46 | 46 | 31,4 | 33 | 24 | 38 | 15,2 |
| France métropole | 612 | 660 | 742 | 21,2 | 604 | 658 | 706 | 16,9 |
| DOM Com | 36 | 40 | 40 | 11,1 | 43 | 43 | 26 | -39,5 |
| France entière | 648 | 700 | 782 | 20,7 | 647 | 701 | 732 | 13,1 |

Alors que pour les campagnes précédentes, l'offre initiale était égale à l'offre après fongibilité, il n'en est pas de même pour cette dernière campagne (50 postes de moins). En effet, à la date du second arrêté, peu de CESP ont été signés (sur les 782 CESP offerts au 26 mai 2020, le 9 novembre 2020, 382 CESP étaient signés) et le fait d'en redistribuer 350 n'aura de ce fait pas pour effet de se rapprocher du nombre global d'origine.

Tableau 2 : Répartition régionale du nombre de contrats CESP offerts (année 2019-2020)

| Région | 2019-2020 (arrêté du 26 mai 2020) | | | | | | |
|-------------------------|--|--|------------|---|---|-------------------|------------|
| | Médecine | | | Odontologie | | | Total |
| | Nombre de contrats offerts aux étudiants de 2 ^{ème} cycle de médecine | Nombre de contrats offerts aux étudiants de 3 ^{ème} cycle de médecine | Total | Nombre de contrats offerts aux étudiants de 2 ^{ème} cycle en odontologie | Nombre de contrats offerts aux étudiants de 3 ^{ème} cycle en odontologie | Total Odontologie | |
| Auvergne Rhône Alpes | 34 | 30 | 64 | 13 | 5 | 18 | 82 |
| Bourgogne Franche Comté | 17 | 11 | 28 | | | | 28 |
| Bretagne | 11 | 11 | 22 | 12 | 0 | 12 | 34 |
| Centre Val de Loire | 11 | 19 | 30 | | | | 30 |
| Grand Est | 44 | 54 | 98 | 22 | 10 | 32 | 130 |
| Hauts de France | 21 | 20 | 41 | 15 | 0 | 15 | 56 |
| Ile de France | 71 | 42 | 113 | 20 | 0 | 20 | 133 |
| Normandie | 20 | 32 | 52 | | | | 52 |
| Nouvelle Aquitaine | 28 | 20 | 48 | 7 | 7 | 14 | 62 |
| Occitanie | 30 | 16 | 46 | 16 | | 16 | 62 |
| Pays de la Loire | 11 | 11 | 22 | 5 | | 5 | 27 |
| PACA / Corse | 15 | 15 | 30 | 16 | | 16 | 46 |
| France métropole | 313 | 281 | 594 | 126 | 22 | 148 | 742 |
| Antilles-Guyane | 20 | 15 | 35 | | | | |
| La Réunion | 2 | 3 | 5 | | | | |
| DOM Com | 22 | 18 | 40 | | | | 40 |
| France entière | 335 | 299 | 634 | 126 | 22 | 148 | 782 |

Répartition régionale des CESP offerts en médecine (Campagne 2019-2020)



L'Ile-de-France offre la plus grande proportion de CESP en médecine (17,8 %), elle est suivie par les régions Grand Est (15,5 %) et Auvergne-Rhône-Alpes, avec 10,1 % des postes offerts en médecine.

❖ Pour l'UFR d'odontologie ou la composante assurant cette formation, le directeur de l'UFR ou de la composante, président de la commission, les directeurs généraux des agences régionales de santé de l'inter-région, le président du conseil régional de l'ordre des chirurgiens-dentistes de la région de l'unité de formation et de recherche ou de la composante, le président de l'union régionale des professionnels de santé compétente pour les chirurgiens-dentistes libéraux de la région de l'UFR ou de la composante, un directeur d'un établissement public de santé de la région désigné par la Fédération hospitalière de France, un étudiant de deuxième cycle en odontologie désigné par les organisations d'étudiants représentées au sein des conseils de faculté, un étudiant de troisième cycle des études d'odontologie inscrit en cycle court et un étudiant de troisième cycle des études odontologiques inscrit en cycle long, désignés par les organisations d'étudiants représentées au sein des conseils de faculté.

❖ Les candidats retenus après cet examen sont convoqués pour un entretien individuel permettant d'apprécier leur projet professionnel. Les commissions se prononcent en fonction des résultats universitaires et des projets professionnels pour l'ensemble des candidats. Elles procèdent au classement des candidats par ordre de mérite dans la limite du nombre de contrats ouverts pour chaque catégorie. Les commissions établissent également une liste complémentaire pour chaque catégorie de candidats, pouvant compter un nombre d'inscrits au plus égal à quatre fois le nombre des contrats proposés pour cette catégorie. Le directeur de l'UFR de médecine ou d'odontologie ou de la composante assurant l'une de ces formations rend ces listes publiques par tout moyen et les communique au directeur général du Centre national de gestion. Elles sont valables pendant l'année universitaire au titre de laquelle elles ont été établies. Un arrêté des ministres chargés de la santé et de l'enseignement supérieur précise les modalités d'examen des demandes par les commissions.

❖ Dès réception des listes, le directeur général du Centre national de gestion propose aux candidats retenus, selon leur classement et jusqu'à épuisement du nombre de contrats ouverts, la signature d'un contrat d'engagement de service public. Le candidat auquel un contrat est proposé dispose d'un délai de trente jours pour faire parvenir le contrat signé, par tout moyen donnant date certaine à sa réception, au directeur général du Centre national de gestion.

2.2.1 Evolution du nombre de candidats sélectionnés

Après avoir enregistré une forte croissance passant de 199 candidats sélectionnés en 2010-2011 à 590 candidats en 2018-2019, **le nombre de candidats, toutes disciplines confondues, diminue sensiblement pour la dernière campagne**. Ce nombre s'élève en effet à 458 candidats, soit - 22,4 % par rapport à la 2018-2019. La part des étudiants, en diminution constante depuis 2017-2018, s'établit quant à elle à 59,2 % en 2019-2020 soit une baisse de 10 points par rapport à la campagne de 2018-2019.

Tableau 5 : Evolution des candidats sélectionnés

| CESP | Statut | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 | Evolution 2010-2020 | | Taux de croissance moyen annuel (%) |
|-------------------------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------|--------------|-------------------------------------|
| | | | | | | | | | | | | Effectif | % | |
| Médecine | Etudiants | 135 | 143 | 120 | 167 | 241 | 246 | 266 | 292 | 256 | 196 | 61 | 45,2 | 4,2 |
| | Internes | 64 | 93 | 90 | 105 | 122 | 145 | 120 | 160 | 182 | 187 | 123 | 192,2 | 12,7 |
| | Ensemble | 199 | 236 | 210 | 272 | 363 | 391 | 386 | 452 | 438 | 383 | 184 | 92,5 | 7,5 |
| Part des étudiants (%) | | 67,8 | 60,6 | 57,1 | 61,4 | 66,4 | 62,9 | 68,9 | 64,6 | 58,4 | 51,2 | 33,2 | ---- | ---- |
| Odontologie | Etudiants | 0 | 0 | 0 | 85 | 116 | 104 | 140 | 138 | 152 | 75 | -10 | -11,8 | -2,1 |
| | Internes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | ---- | ---- |
| | Ensemble | 0 | 0 | 0 | 85 | 116 | 104 | 140 | 138 | 152 | 75 | -10 | -11,8 | -2,1 |
| Toutes disciplines confondues | Etudiants | 135 | 143 | 120 | 252 | 357 | 350 | 406 | 430 | 408 | 271 | 136 | 100,7 | 8,1 |
| | Internes | 64 | 93 | 90 | 105 | 122 | 145 | 120 | 160 | 182 | 187 | 123 | 192,2 | 12,7 |
| | Ensemble | 199 | 236 | 210 | 357 | 479 | 495 | 526 | 590 | 590 | 458 | 259 | 130,2 | 9,7 |
| Part des étudiants (%) | | 67,8 | 60,6 | 57,1 | 70,6 | 74,5 | 70,7 | 77,2 | 72,9 | 69,2 | 59,2 | 52,5 | ---- | ---- |

CESP en médecine

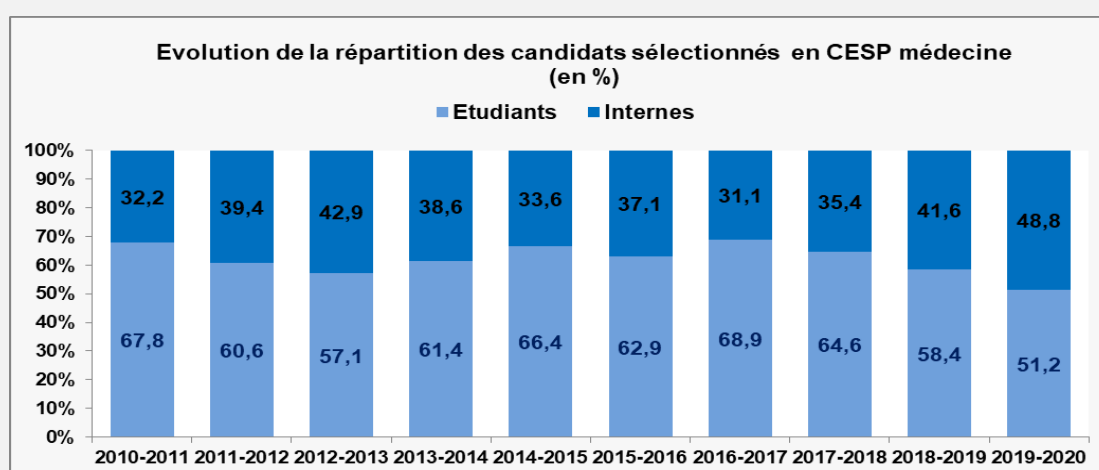
Pour les CESP en médecine tous statuts confondus, la campagne 2019-2020 enregistre 383 candidats sélectionnés, soit une diminution de 12,6 % depuis la campagne précédente. Le fait d'ouvrir le CESP aux étudiants de deuxième et troisième cycle des études médicales et odontologiques, et non plus à l'issue des épreuves de fin de 1ère année peut en être la cause principale. Ce résultat aura mécaniquement un effet sur le nombre de contrats signés, constat observé plus bas, dans la partie 2.3. Ce constat nécessitera de suivre son évolution au cours des prochaines campagnes.

En revanche, sur l'ensemble de la période ce nombre a presque doublé et enregistre un taux de croissance moyen annuel de 7,5 % (4,2 % pour les étudiants, 12,7 % pour les internes).

La part des étudiants sélectionnés en médecine varie sensiblement sur toute la période avec un maximum enregistré pour la campagne de 2016-2017 (68,9 %).

Pour la campagne 2019-2020, cette part s'établit à 51,2 % des candidats sélectionnés et se rapproche de la seconde valeur la plus faible, enregistrée lors de la campagne de 2012-2013 (57,1%).

Graphique 1 : Evolution des candidats sélectionnés



CESP en odontologie

Après un début avec 85 candidats en 2013-2014 et une augmentation en dents de scie, ce nombre atteint son maximum en 2018-2019 (152 candidats). **La tendance s'inverse en 2019-2020 enregistrant un nombre qui diminue de moitié** et s'établit à 75 candidats sélectionnés (soit -102,7 %) pour la dernière campagne. Sur la période considérée de 2013 à 2020, une diminution de - 11,8 % est enregistrée avec un taux de croissance moyen annuel de - 2,1 %. Il convient de rappeler que, quelle que soit l'année, les CESP en odontologie concernent jusqu'à la campagne de 2018-2019 exclusivement des étudiants, seuls éligibles juridiquement à ce dispositif.

2.2.2 Evolution des candidats sélectionnés par rapport aux postes offerts

Depuis la première campagne du dispositif démarré en 2010 – 2011, le rapport entre le nombre de candidats sélectionnés et le nombre de postes offerts, tous statuts confondus, a continué sa progression quasi continue jusqu'en 2018 – 2019. En 2019 – 2020 la tendance s'inverse dans ce cas également et enregistre pour chaque discipline et statuts, des valeurs en sensible diminution. Malgré une diminution de 8 points sur les deux dernières campagnes, les CESP proposés pour la campagne 2019 – 2020 ont pour la première fois été majoritairement signés par des internes en médecine (et non par les étudiants comme c'était le cas précédemment).

En effet, les internes sélectionnés en médecine représentent 62,5 % des postes offerts (70,5 % en 2018-2019, - 8 points), contre 58,5 % pour les étudiants sélectionnés (84,5 % à la campagne précédente, - 26 points). Ces parts étaient respectivement de 32,0 % et 67,5 % lors de la campagne 2010-2011, soit une progression de près du double pour les internes en médecine.

Après avoir été très attractif pour les étudiants en odontologie, le dispositif a été moins apprécié en 2019-2020 (59,5 % contre 109,4 % en 2018-2019, soit - 49,9 points) et ce a contrario d'une augmentation des postes offerts et la proposition de 22 postes en internat qui n'ont pas trouvé preneur.

Tableau 6 : Evolution de la proportion de candidats sélectionnés par rapport aux postes offerts

| Discipline | Statut | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 |
|-------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Médecine | Etudiants | 67,5 | 71,5 | 53,6 | 71,1 | 98,4 | 98,4 | 101,5 | 102,1 | 84,5 | 58,5 |
| | Internes | 32,0 | 46,5 | 43,9 | 48,8 | 58,1 | 67,1 | 55,6 | 68,1 | 70,5 | 62,5 |
| | Ensemble | 49,8 | 59,0 | 49,0 | 60,4 | 79,8 | 83,9 | 80,8 | 86,8 | 78,1 | 60,4 |
| Odontologie | Etudiants | ---- | ---- | ---- | 170,0 | 122,1 | 94,5 | 125,0 | 108,7 | 109,4 | 59,5 |
| | Internes | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | 0,0 |
| | Ensemble | ---- | ---- | ---- | 170,0 | 122,1 | 94,5 | 125,0 | 108,7 | 109,4 | 50,7 |
| Ensemble | Etudiants | 67,5 | 71,5 | 53,6 | 88,4 | 105,0 | 97,2 | 108,6 | 104,1 | 92,3 | 58,8 |
| | Internes | 32,0 | 46,5 | 43,9 | 48,8 | 58,1 | 67,1 | 55,6 | 68,1 | 70,5 | 58,3 |
| | Ensemble | 49,8 | 59,0 | 49,0 | 71,4 | 87,1 | 85,9 | 89,2 | 91,0 | 84,3 | 58,6 |

2.2.3 Répartition régionale du nombre de candidats sélectionnés

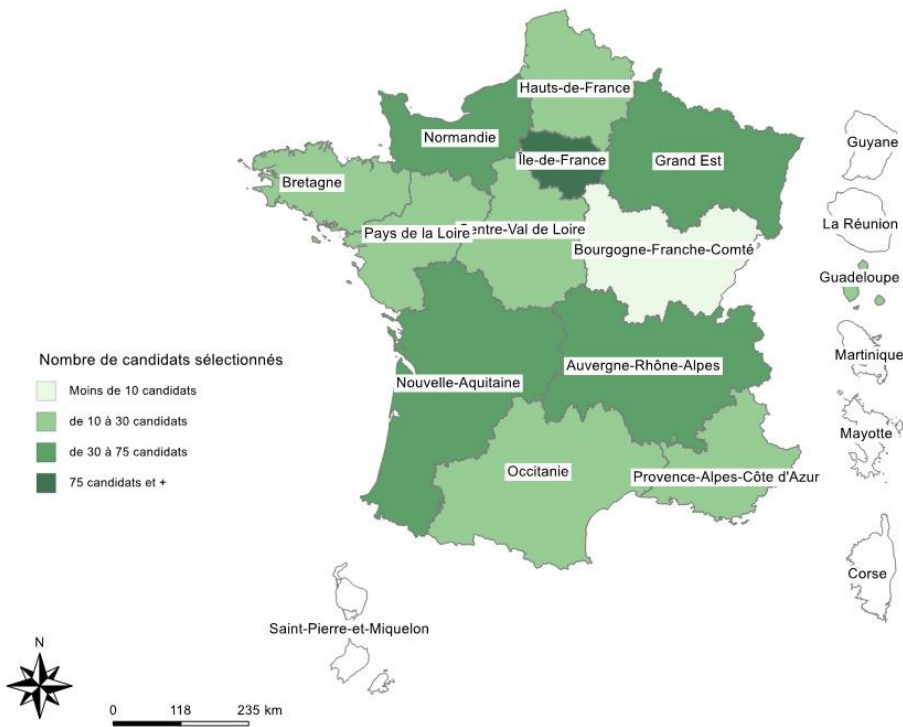
Pour les disciplines médecine et odontologie et comme pour la campagne précédente, entre 2019 et 2020 l'évolution du nombre de candidats sélectionnés varie fortement d'une région à l'autre.

Pour la médecine, dans quatre régions le nombre de candidats progresse variant d'un minimum d'un candidat en Centre val de Loire à vingt-sept candidats en Ile de France soit + 34,6 %. L'Occitanie qui avait eu une évolution positive de 9 candidats pendant la campagne précédente se retrouve après les Antilles-Guyane (- 20 candidats) comme étant la région dont la diminution est la plus importante dans la campagne de 2019-2020.

Tableau 7 : Répartition régionale des candidats sélectionnés de la campagne 2019-2020

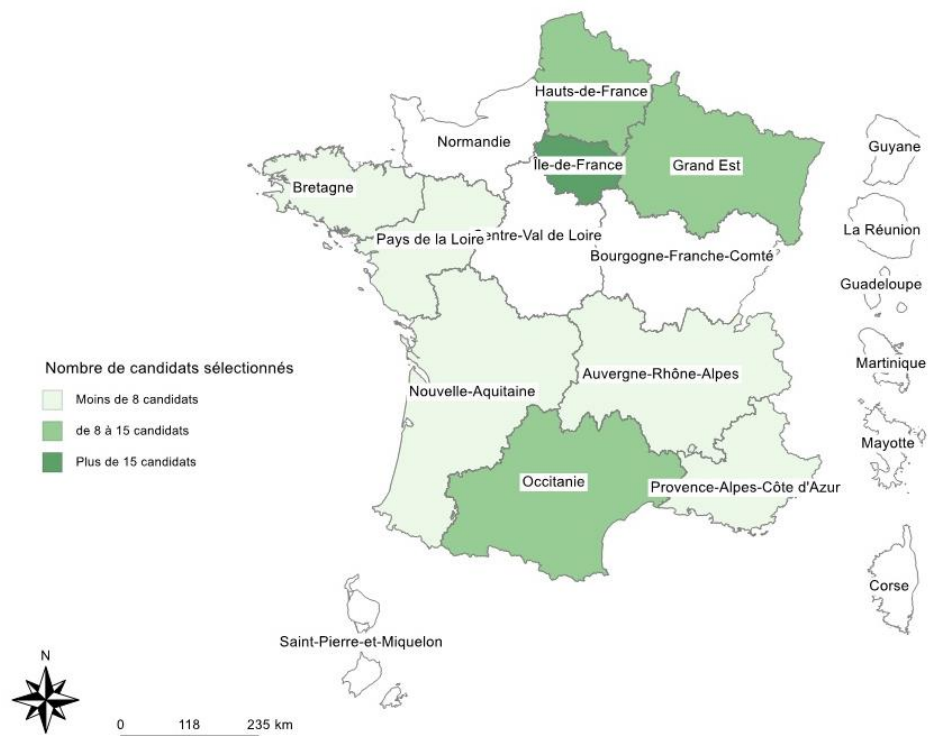
| Régions | Médecine | | | | Odontologie | | Ensemble | | | |
|-------------------------|-----------|----------|----------|-----------------------|-------------|-----------------------|-----------|----------|-------|-----------------------|
| | Etudiants | Internes | Ensemble | Evolution 2019 - 2020 | Etudiants | Evolution 2019 - 2020 | Etudiants | Internes | Total | Evolution 2019 - 2020 |
| Auvergne Rhône Alpes | 17 | 18 | 35 | -12 | 5 | -21 | 22 | 18 | 40 | -33 |
| Bourgogne Franche Comté | 6 | 3 | 9 | -12 | 0 | 0 | 6 | 3 | 9 | -12 |
| Bretagne | 10 | 5 | 15 | 4 | 3 | -6 | 13 | 5 | 18 | -2 |
| Centre Val de Loire | 4 | 13 | 17 | 1 | 0 | 0 | 4 | 13 | 17 | 1 |
| Grand Est | 23 | 22 | 45 | -4 | 14 | -20 | 37 | 22 | 59 | -24 |
| Hauts de France | 15 | 12 | 27 | -3 | 8 | -4 | 23 | 12 | 35 | -7 |
| Ile de France | 60 | 45 | 105 | 27 | 26 | 7 | 86 | 45 | 131 | 34 |
| Normandie | 12 | 23 | 35 | -11 | 0 | 0 | 12 | 23 | 35 | -11 |
| Nouvelle Aquitaine | 20 | 10 | 30 | -5 | 2 | -15 | 22 | 10 | 32 | -20 |
| Occitanie | 11 | 8 | 19 | -13 | 12 | -1 | 23 | 8 | 31 | -14 |
| Pays de la Loire | 9 | 9 | 18 | -8 | 3 | -11 | 12 | 9 | 21 | -19 |
| PACA | 9 | 7 | 16 | 6 | 2 | -6 | 11 | 7 | 18 | 0 |
| France métropole | 196 | 175 | 371 | -30 | 75 | -77 | 271 | 175 | 446 | -107 |
| Antilles-Guyane | 0 | 12 | 12 | -20 | 0 | 0 | 0 | 12 | 12 | -20 |
| La Réunion | 0 | 0 | 0 | -5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -5 |
| Dom Com | 0 | 12 | 12 | -25 | 0 | 0 | 0 | 12 | 12 | -25 |
| France entière | 196 | 187 | 383 | -55 | 75 | -77 | 271 | 187 | 458 | -132 |
| Part (en %) | 42,8 | 40,8 | 83,6 | | 16,4 | | 59,2 | 40,8 | 100,0 | |

Nombre de candidats sélectionnés par région (CESP en médecine)



En odontologie, à l'exception de l'Île de France qui enregistre une progression de 7 candidats, l'ensemble des régions enregistre une baisse ou une stagnation du nombre de candidats, notamment en Auvergne Rhône Alpes (- 21 candidats) et en Grand Est (- 20 candidats).

Nombre de candidats sélectionnés par région (CESP en odontologie)



2.3 Contrats signés

Le signataire du contrat d'engagement de service public s'engage à poursuivre ses études dans la formation choisie et à respecter ses obligations d'assiduité et, à compter de la fin de sa formation ou de son parcours de consolidation des compétences, à exercer son activité de soins dans un ou plusieurs lieux d'exercice situés dans une zone caractérisée par une offre médicale insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins, pour une durée égale à celle pendant laquelle lui aura été versée l'allocation mensuelle et ne pouvant être inférieure à deux ans. Ce contrat lie donc le signataire avec l'ARS de sa subdivision qui va l'accompagner tout au long de ses études dans la mise en place de son projet professionnel afin de lui proposer différents lieux d'installation.

Lorsqu'un praticien n'exerce qu'une partie, qui ne peut être inférieure au mi-temps, de son temps plein dans un ou plusieurs lieux d'exercice situés dans une zone caractérisée par une offre médicale insuffisante ou par des difficultés dans l'accès aux soins, la durée de son engagement est augmentée au prorata du temps non réalisé, il s'engage à exercer pendant la durée de son engagement de service public, dans le cadre d'une s'il choisit l'exercice libéral, dans le cadre des tarifs résultant de la convention mentionnée à l'article L. 162-32-1 du code de la santé publique s'il choisit l'exercice en centre de santé.

2.3.1 Evolution du nombre de contrats signés

Après une hausse continue du nombre de contrats signés par les étudiants en médecine et odontologie, le nombre a baissé en 2018-2019 et cette baisse s'est accentuée en 2019-2020. Néanmoins, l'évolution moyenne sur l'ensemble de la période reste très positive (+ 160,4%).

Tableau 8 : Evolution du nombre de contrats signés

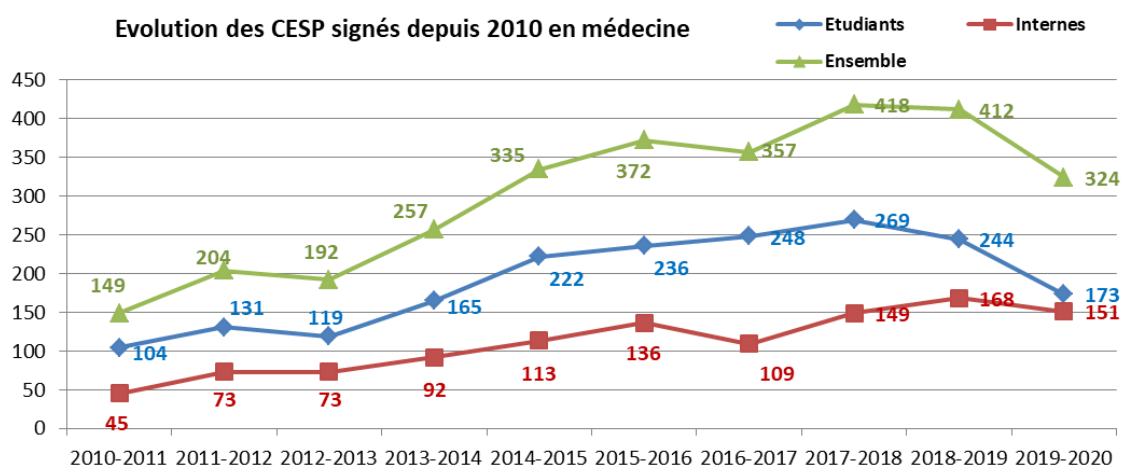
| CESP signés | | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 | Evolution 2010-2020 | |
|-------------------------------|-----------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|---------------------|-------------|
| | | | | | | | | | | | | Effectif | % |
| Médecine | Etudiants | 104 | 131 | 119 | 165 | 222 | 236 | 248 | 269 | 244 | 173 | 69 | 66,3 |
| | Internes | 45 | 73 | 73 | 92 | 113 | 136 | 109 | 149 | 168 | 151 | 106 | 235,6 |
| | Ensemble | 149 | 204 | 192 | 257 | 335 | 372 | 357 | 418 | 412 | 324 | 175 | 117,4 |
| <i>Part des étudiants (%)</i> | | <i>69,8</i> | <i>64,2</i> | <i>62,0</i> | <i>64,2</i> | <i>66,3</i> | <i>63,4</i> | <i>69,5</i> | <i>64,4</i> | <i>59,2</i> | <i>53,4</i> | <i>39,4</i> | <i>----</i> |
| Odontologie | Etudiants | | | | 76 | 108 | 98 | 129 | 132 | 145 | 64 | -12 | -15,8 |
| Ensemble | Etudiants | 104 | 131 | 119 | 241 | 330 | 334 | 377 | 401 | 389 | 237 | 133 | 127,9 |
| | Internes | 45 | 73 | 73 | 92 | 113 | 136 | 109 | 149 | 168 | 151 | 106 | 235,6 |
| | Ensemble | 149 | 204 | 192 | 333 | 443 | 470 | 486 | 550 | 557 | 388 | 239 | 160,4 |
| <i>Part des étudiants (%)</i> | | <i>69,8</i> | <i>64,2</i> | <i>62,0</i> | <i>72,4</i> | <i>74,5</i> | <i>71,1</i> | <i>77,6</i> | <i>72,9</i> | <i>69,8</i> | <i>61,1</i> | <i>55,6</i> | <i>----</i> |

Le fait d'ouvrir le CESP aux étudiants de deuxième et troisième cycle des études médicales et odontologiques, et non plus à l'issue des épreuves de fin de 1ère année, comme indiqué plus haut, peut être la cause principale de cet effet de baisse d'attractivité. Néanmoins, ce constat nécessitera de suivre son évolution au cours des prochaines campagnes.

CESP en médecine

Pour les internes en médecine, la baisse du nombre de contrats signés n'intervient que depuis 2019-2020. Cette baisse est plus forte pour les étudiants (de 244 à 173) que pour les internes (de 168 à 151).

Graphique 2 : Evolution du nombre de CESP signés depuis 2010 en médecine



CESP en odontologie

Sur l'ensemble de la période, l'évolution moyenne est négative en odontologie pour les étudiants (-15,8 %). La baisse est particulièrement marquée, de plus de moitié (de 145 à 64), entre 2019-2020 et la période précédente.

2.3.2 Evolution des contrats signés par rapport aux postes offerts

La baisse de la part de CESP signés par rapport aux postes offerts est significative en 2019-2020. Cette part n'est que de 51,1 % en médecine et de 43,2 % en odontologie alors qu'elle avait atteint plus de 94% pour les étudiants en médecine sur les 3 campagnes allant de 2015 à 2018 et 115,2 % pour les étudiants en odontologie en 2016-2017. La baisse est moindre pour les internes en médecine, le maximum de la part entre contrats signés et postes offerts ayant atteint un maximum de 63,0 % en 2015-2016.

Tableau 9 : Part des CESP signés sur les CESP offerts

| Discipline | Statut | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 |
|-------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|--------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|-------------|
| Médecine | Etudiants | 52,0 | 65,5 | 53,1 | 70,2 | 90,6 | 94,4 | 94,7 | 94,1 | 80,5 | 51,6 |
| | Internes | 22,5 | 36,5 | 35,6 | 42,8 | 53,8 | 63,0 | 50,5 | 63,4 | 65,1 | 50,5 |
| | Ensemble | 37,3 | 51,0 | 44,8 | 57,1 | 73,6 | 79,8 | 74,7 | 80,2 | 73,4 | 51,1 |
| Odontologie | Etudiants | ---- | ---- | ---- | 152,0 | 113,7 | 89,1 | 115,2 | 103,9 | 104,3 | 50,8 |
| | Internes | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | 0,0 |
| | Ensemble | ---- | ---- | ---- | 152,0 | 113,7 | 89,1 | 115,2 | 103,9 | 104,3 | 43,2 |
| Ensemble | Etudiants | 52,0 | 65,5 | 53,1 | 84,6 | 97,1 | 92,8 | 100,8 | 97,1 | 88,0 | 51,4 |
| | Internes | 22,5 | 36,5 | 35,6 | 42,8 | 53,8 | 63,0 | 50,5 | 63,4 | 65,1 | 47,0 |
| | Ensemble | 37,3 | 51,0 | 44,8 | 66,6 | 80,5 | 81,6 | 82,4 | 84,9 | 79,6 | 49,6 |

2.3.3 Evolution des contrats signés par rapport aux candidats sélectionnés

Même si cette baisse est moindre, la diminution observée sur la part des contrats signés sur les postes offerts s'observe également depuis 2019-2020 sur la part entre contrats signés et candidats sélectionnés. Cette part atteint 88,3 % pour les étudiants en médecine (- 7,0 points), 80,7 % pour les internes en médecine (-11, 6 points), 85,3 % pour les étudiants en odontologie (- 10,1 points).

Tableau 10 : Part des CESP signés sur les candidats sélectionnés

| Discipline | Statut | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 |
|-------------|-----------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Médecine | Etudiants | 77,0 | 91,6 | 99,2 | 98,8 | 92,1 | 95,9 | 93,2 | 92,1 | 95,3 | 88,3 |
| | Internes | 70,3 | 78,5 | 81,1 | 87,6 | 92,6 | 93,8 | 90,8 | 93,1 | 92,3 | 80,7 |
| | Ensemble | 74,9 | 86,4 | 91,4 | 94,5 | 92,3 | 95,1 | 92,5 | 92,5 | 94,1 | 84,6 |
| Odontologie | Etudiants | ---- | ---- | ---- | 89,4 | 93,1 | 94,2 | 92,1 | 95,7 | 95,4 | 85,3 |
| | Internes | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | ---- | 0,0 |
| | Ensemble | ---- | ---- | ---- | 89,4 | 93,1 | 94,2 | 92,1 | 95,7 | 95,4 | 85,3 |
| Ensemble | Etudiants | 77,0 | 91,6 | 99,2 | 95,6 | 92,4 | 95,4 | 92,9 | 93,3 | 95,3 | 87,5 |
| | Internes | 70,3 | 78,5 | 81,1 | 87,6 | 92,6 | 93,8 | 90,8 | 93,1 | 92,3 | 80,7 |
| | Ensemble | 74,9 | 86,4 | 91,4 | 93,3 | 92,5 | 94,9 | 92,4 | 93,2 | 94,4 | 84,7 |

2.3.4 Répartition régionale des contrats signés

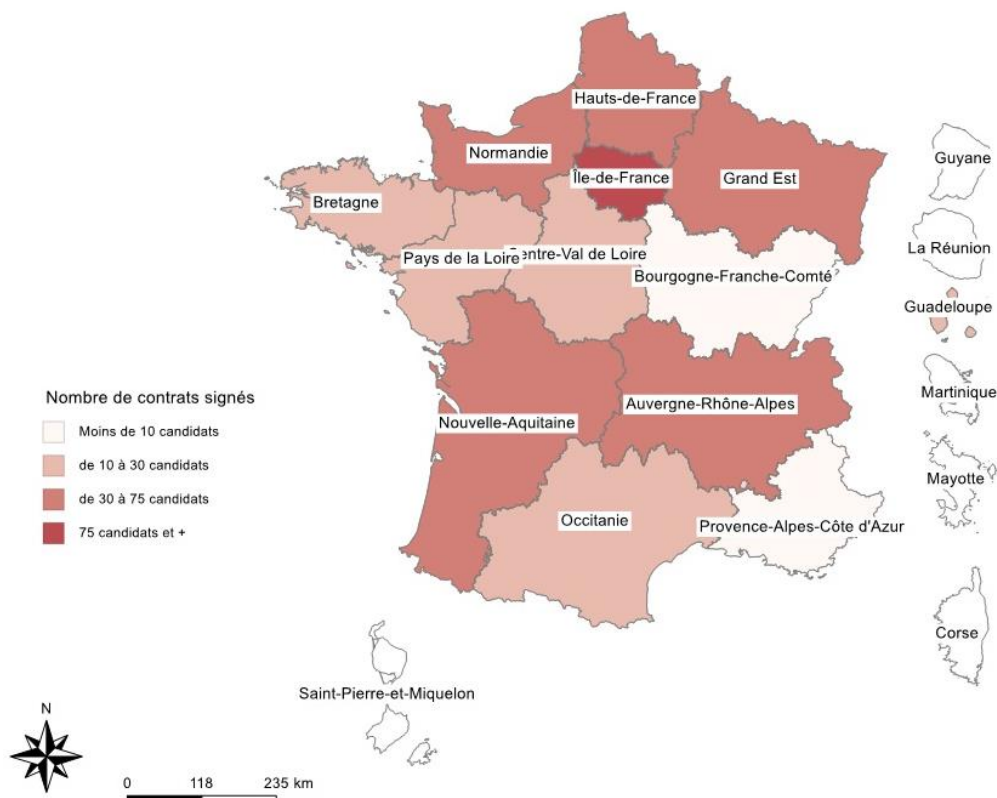
A l'exception de l'Île de France (+ 21 contrats signés), la baisse du nombre de contrats signés est générale tous statuts confondus. Elle est particulièrement marquée en Auvergne-Rhône-Alpes (- 38 contrats), en Grand Est (- 31 contrats) et dans les Dom Com (- 24 contrats).

En médecine, après les Dom Com, c'est pour la région Auvergne-Rhône-Alpes que la baisse la plus forte est observée (- 16 contrats) suivie de près par la région Occitanie (- 15) puis de 3 régions dont la baisse s'établit à - 12 contrats signés (Bourgogne-Franche-Comté, Normandie, Grand-Est). En revanche, une progression du nombre de contrats est observée dans 3 régions (Île de France + 16, Bretagne + 4, PACA +1). En odontologie, malgré la forte baisse observée au niveau national, 4 régions (Bourgogne Franche Comté, Centre Val de Loire, Normandie, Antilles Guyanes) enregistrent une stagnation du nombre de CESP signés.

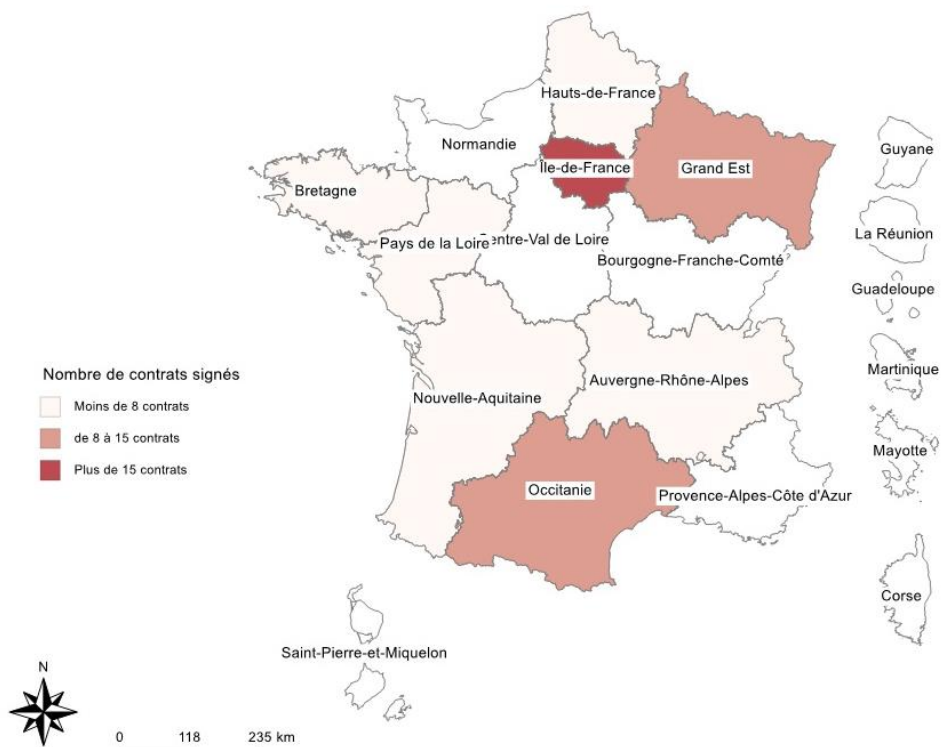
Tableau 11 : Répartition régionale des CESP signés

| Régions | Médecine | | | | | Odontologie | | | Ensemble | | | | |
|-------------------------|-----------|----------|-------|-------|---------------------|-------------|-------|---------------------|-----------|----------|-------|-------|---------------------|
| | Etudiants | Internes | Total | % | Evolution 2019-2020 | Etudiants | % | Evolution 2019-2020 | Etudiants | Internes | Total | % | Evolution 2019-2020 |
| Auvergne Rhône Alpes | 14 | 15 | 29 | 9,0 | -16 | 4 | 6,3 | -22 | 18 | 15 | 33 | 8,5 | -38 |
| Bourgogne Franche Comté | 6 | 3 | 9 | 2,8 | -12 | 0 | 0,0 | 0 | 6 | 3 | 9 | 2,3 | -12 |
| Bretagne | 9 | 5 | 14 | 4,3 | 4 | 3 | 4,7 | -6 | 12 | 5 | 17 | 4,4 | -2 |
| Centre Val de Loire | 4 | 7 | 11 | 3,4 | -4 | 0 | 0,0 | 0 | 4 | 7 | 11 | 2,8 | -4 |
| Grand Est | 16 | 18 | 34 | 10,5 | -12 | 12 | 18,8 | -19 | 28 | 18 | 46 | 11,9 | -31 |
| Hauts de France | 14 | 12 | 26 | 8,0 | -3 | 7 | 10,9 | -5 | 21 | 12 | 33 | 8,5 | -8 |
| Île de France | 56 | 35 | 91 | 28,1 | 16 | 23 | 35,9 | 5 | 79 | 35 | 114 | 29,4 | 21 |
| Normandie | 11 | 21 | 32 | 9,9 | -12 | 0 | 0,0 | 0 | 11 | 21 | 32 | 8,2 | -12 |
| Nouvelle Aquitaine | 19 | 10 | 29 | 9,0 | -4 | 2 | 3,1 | -13 | 21 | 10 | 31 | 8,0 | -17 |
| Occitanie | 10 | 4 | 14 | 4,3 | -15 | 11 | 17,2 | -2 | 21 | 4 | 25 | 6,4 | -17 |
| Pays de la Loire | 7 | 8 | 15 | 4,6 | -7 | 2 | 3,1 | -11 | 9 | 8 | 17 | 4,4 | -18 |
| PACA | 7 | 2 | 9 | 2,8 | 1 | 0 | 0,0 | -8 | 7 | 2 | 9 | 2,3 | -7 |
| France métropole | 173 | 140 | 313 | 96,6 | -64 | 64 | 100,0 | -81 | 237 | 140 | 377 | 97,2 | -145 |
| Antilles Guyane | 0 | 11 | 11 | 3,4 | -20 | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 11 | 11 | 2,8 | -20 |
| La Réunion | 0 | 0 | 0 | 0,0 | -4 | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0,0 | -4 |
| Dom-Com | 0 | 11 | 11 | 3,4 | -24 | 0 | 0,0 | 0 | 0 | 11 | 11 | 2,8 | -24 |
| France entière | 173 | 151 | 324 | 100,0 | -88 | 64 | 100,0 | -81 | 237 | 151 | 388 | 100,0 | -169 |
| Part (en %) | 44,6 | 38,9 | 83,5 | | | 16,5 | | | 61,1 | 38,9 | 100,0 | | |

Nombre de contrats signés par région (CESP en médecine)

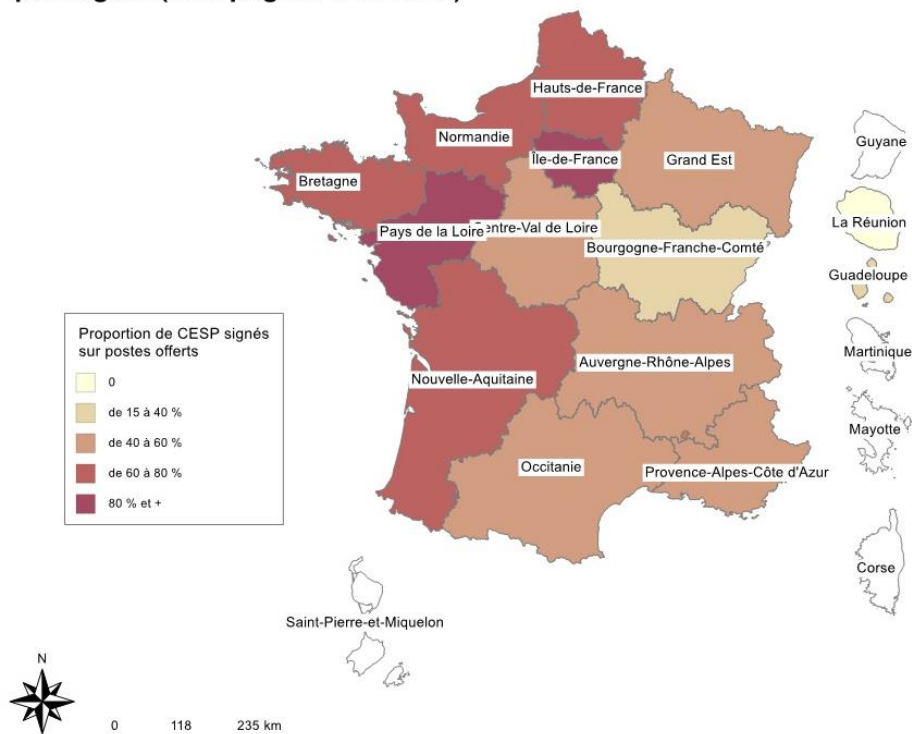


Nombre de contrats signés par région (CESP en odontologie)



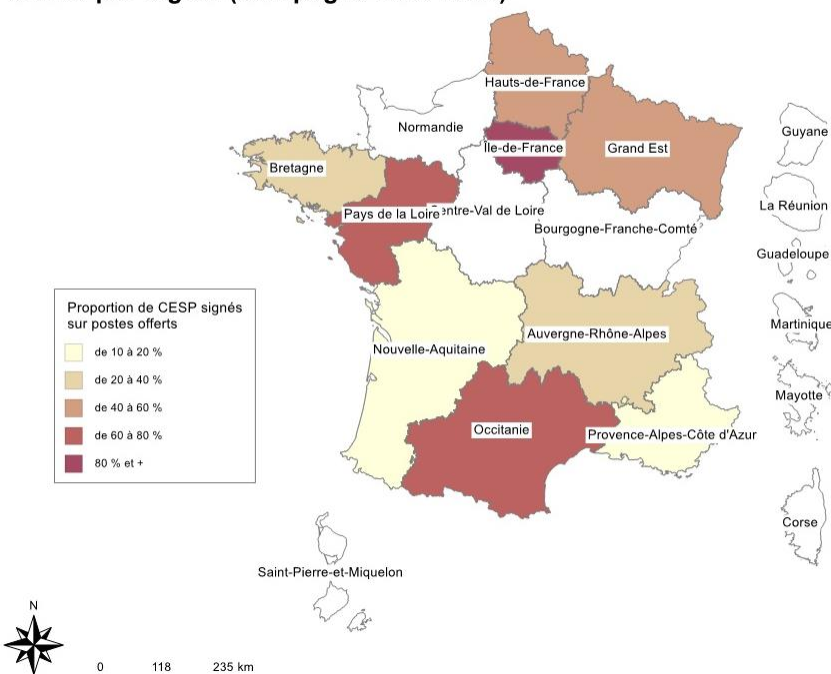
Si toutes disciplines confondues et tous statuts confondus, le nombre de postes offerts au niveau national a encore progressé pour la campagne 2019-2020 (+ 20,7 %), le nombre de contrats signés a, quant à lui fortement chuté (- 30,0 %). En observant au niveau régional, le ratio contrats signés sur le nombre de postes offerts en médecine, on constate que les Pays de la Loire (près de 82 %) suivent de très près l'Île de France qui enregistre la plus forte proportion, avec 92,8 % de contrats signés pour cette dernière. La Bourgogne Franche Comté, les Antilles Guyane et la Réunion sont quant à elles, en dessous du seuil des 40 % de contrats signés.

Proportion de CESP signés en médecine sur le nombre de postes offerts par région (Campagne 2019-2020)



Proportion de CESP signés en odontologie sur le nombre de postes offerts par région (Campagne 2019-2020)

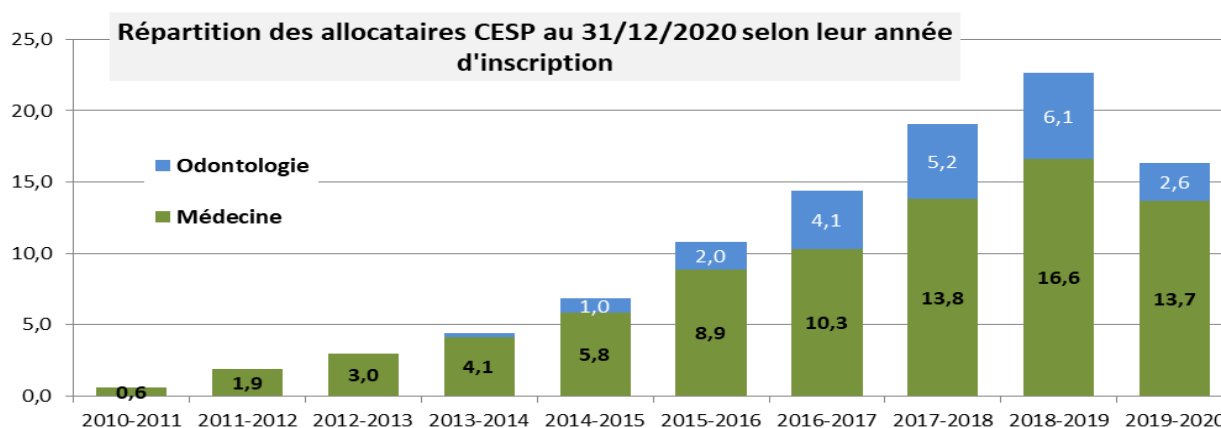
S'agissant de ce même ratio pour les étudiants et internes en odontologie, la proportion relevée la plus forte concerne l'Île de France, avec 130 % (26 contrats signés pour 20 postes offerts avant redistribution des postes entre UFR notamment (principe de fongibilité). Les Pays de la Loire et l'Occitanie suivent avec respectivement des proportions de 60 et 75 %.



3. Données sur les allocataires (contrats en cours au 31 décembre 2020)

3.1 Répartition des contrats en cours selon l'année d'inscription de l'allocataire

2 327 contrats CESP sont en cours au 31 décembre 2020. Après une remarquable montée en charge du dispositif jusqu'à la campagne 2018-2019, un léger repli est observé en cohérence avec l'apparente baisse d'attractivité du dispositif évoquée dans les précédents paragraphes. Le nombre d'allocataires issus de la dernière campagne (2019-2020) a diminué de près de 30 % par rapport à ceux issus de la campagne précédente (380, contre 527).



Ce sont ainsi les allocataires issus de l'avant-dernière campagne (2018-2019) qui sont les plus nombreux, ils représentent 22,7 %. Plus de trois quart des contrats en cours au 31 décembre 2020 (78,7 %) concernent la médecine.

Tableau 12 : Distribution des allocataires au 31 décembre 2020 selon l'année d'inscription

| Discipline et année d'inscription | 2010-2011 | 2011-2012 | 2012-2013 | 2013-2014 | 2014-2015 | 2015-2016 | 2016-2017 | 2017-2018 | 2018-2019 | 2019-2020 | Ensemble | % |
|-----------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|------------|
| Médecine | 14 | 44 | 69 | 96 | 136 | 206 | 240 | 322 | 386 | 319 | 1 832 | 78,7 |
| Odontologie | | | | 7 | 23 | 46 | 95 | 122 | 141 | 61 | 495 | 21,3 |
| Nombre d'allocataires | 14 | 44 | 69 | 103 | 159 | 252 | 335 | 444 | 527 | 380 | 2327 | 100 |
| Part (en %) | 0,6 | 1,9 | 3,0 | 4,4 | 6,8 | 10,8 | 14,4 | 19,1 | 22,7 | 16,3 | 100 | 100 |

14 contrats (soit 0,6 %) issus de la première campagne (2010-2011) sont toujours en cours au 31 décembre 2020 et seraient donc possiblement au terme de leur formation (complément de formation, report de soutenance de thèse,...) et ainsi du bénéfice de l'allocation mensuelle.

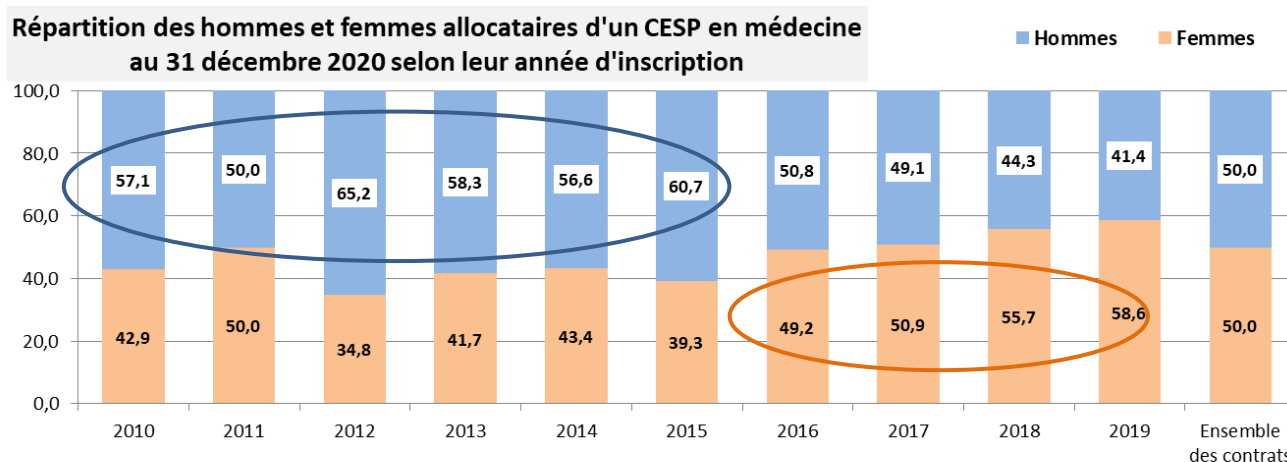
3.2 Répartition des allocataires CESP par sexe et âge

Tous statuts et disciplines confondus, les allocataires de CESP sont majoritairement des hommes mais cette part diminue depuis quelques années : 52,2 % en 2017, 51,8 % en 2018 et 50,8 % en 2019, les hommes représentent aujourd'hui 50,6 %.

Tableau 13: Répartition des allocataires CESP au 31 décembre 2020 par sexe

| Statut | Médecine | | | | Odontologie | | | | Ensemble toutes disciplines confondues | | | |
|------------------|-------------|-------------|-------------|---------------------|-------------|-------------|------------|---------------------|--|-------------|-------------|---------------------|
| | Femme | Homme | Total | Part des femmes (%) | Femme | Homme | Total | Part des femmes (%) | Femme | Homme | Ensemble | Part des femmes (%) |
| Etudiants | 187 | 177 | 364 | 51,4 | 234 | 261 | 495 | 47,3 | 421 | 438 | 859 | 49,0 |
| Internes | 729 | 739 | 1468 | 49,7 | | 0 | 0 | | 729 | 739 | 1468 | 49,7 |
| Ensemble | 916 | 916 | 1832 | 50,0 | 234 | 261 | 495 | 47,3 | 1150 | 1177 | 2327 | 49,4 |
| % | 50,0 | 50,0 | 100 | | 47,3 | 52,7 | 100 | | 49,4 | 50,6 | 100 | |

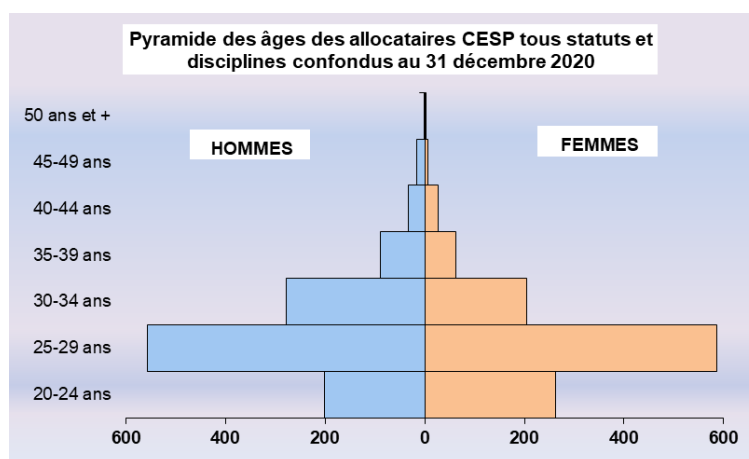
Parmi les 1 832 contrats en cours en médecine au 31 décembre 2020, la répartition homme/femme selon l'année d'inscription confirme la prépondérance des hommes dans les premières campagnes et la tendance à une inversion sur les dernières campagnes, avec un accroissement de la part des femmes, proportion qui atteint 58,6 % pour les allocataires issus de la campagne 2019-2020.



La moitié des allocataires d'un CESP a entre 25 et 29 ans (49,2 %). Les hommes sont légèrement plus âgés que les femmes, 29,2 ans, contre 28,3 ans, soit 0,9 an d'écart. Tous sexes confondus, la moitié des allocataires a moins de 27,9 ans.

Tableau 14 : Structure par sexe et âge de l'ensemble des allocataires au 31 décembre 2020.

| | Ensemble des contrats CESP (Médecine + Odontologie) | | |
|-------------------|---|-----------------|-----------------|
| | Femmes | Hommes | Total |
| 20-24 ans | 262 | 201 | 463 |
| 25-29 ans | 587 | 557 | 1144 |
| 30-34 ans | 205 | 279 | 484 |
| 35-39 ans | 62 | 89 | 151 |
| 40-44 ans | 26 | 33 | 59 |
| 45-49 ans | 6 | 16 | 22 |
| 50 ans et + | 2 | 2 | 4 |
| Ensemble | 1150 | 1177 | 2 327 |
| Part (%) | 49,4 | 50,6 | 100 |
| Age moyen | 28,3 ans | 29,2 ans | 28,8 ans |
| Age médian | 27,5 ans | 28,4 ans | 27,9 ans |



Les internes allocataires d'un CESP en médecine sont plus âgés 30,1 ans en moyenne, contre 27,5 ans pour les étudiants.

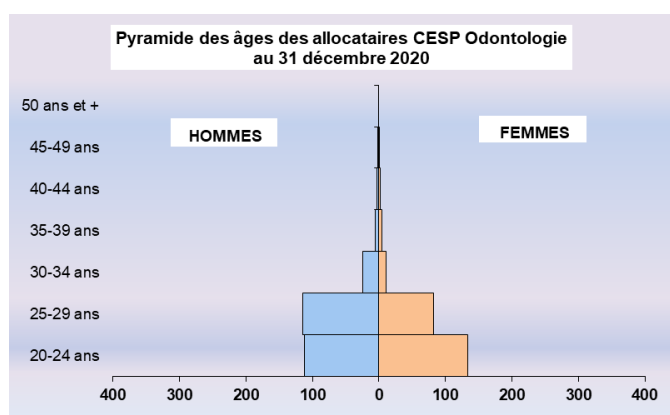
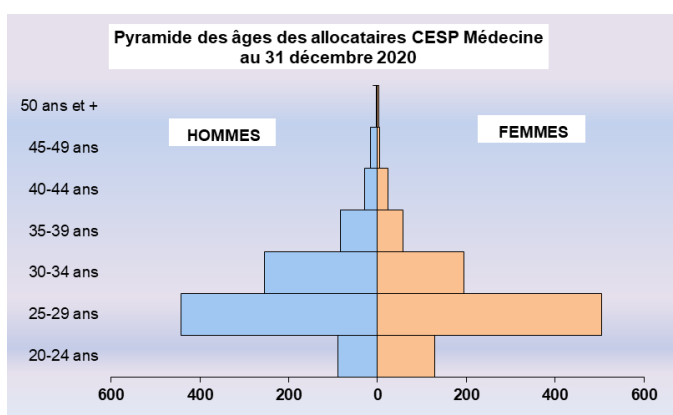
Tableau 15 : Structure par sexe et âge des allocataires d'un CESP en médecine au 31 décembre 2020.

| CESP Médecine | Étudiants | | | Internes | | | Ensemble | | |
|----------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total | Femmes | Hommes | Total |
| 20-24 ans | 97 | 77 | 174 | 31 | 12 | 43 | 128 | 89 | 217 |
| 25-29 ans | 52 | 40 | 92 | 453 | 402 | 855 | 505 | 442 | 947 |
| 30-34 ans | 20 | 39 | 59 | 174 | 216 | 390 | 194 | 255 | 449 |
| 35-39 ans | 10 | 13 | 23 | 48 | 70 | 118 | 58 | 83 | 141 |
| 40-44 ans | 6 | 5 | 11 | 18 | 25 | 43 | 24 | 30 | 54 |
| 45-49 ans | 2 | 3 | 5 | 3 | 12 | 15 | 5 | 15 | 20 |
| 50 ans et plus | | | | 2 | 2 | 4 | 2 | 2 | 4 |
| Total général | 187 | 177 | 364 | 729 | 739 | 1468 | 916 | 916 | 1832 |
| âge moyen | 27 ans | 28 ans | 27,5 ans | 29,5 ans | 30,6 ans | 30,1 ans | 29 ans | 30,1 ans | 29,5 ans |
| âge médian | 24,8 ans | 25,5 ans | 25,1 ans | 28,6 ans | 29,5 ans | 29,0 ans | 28,1 ans | 29,2 ans | 28,7 ans |

Les étudiants allocataires d'un CESP en odontologie sont bien plus jeunes, 25,9 ans en moyenne.

Tableau 16 : Structure par sexe et âge des allocataires d'un CESP en médecine au 31 décembre 2020.

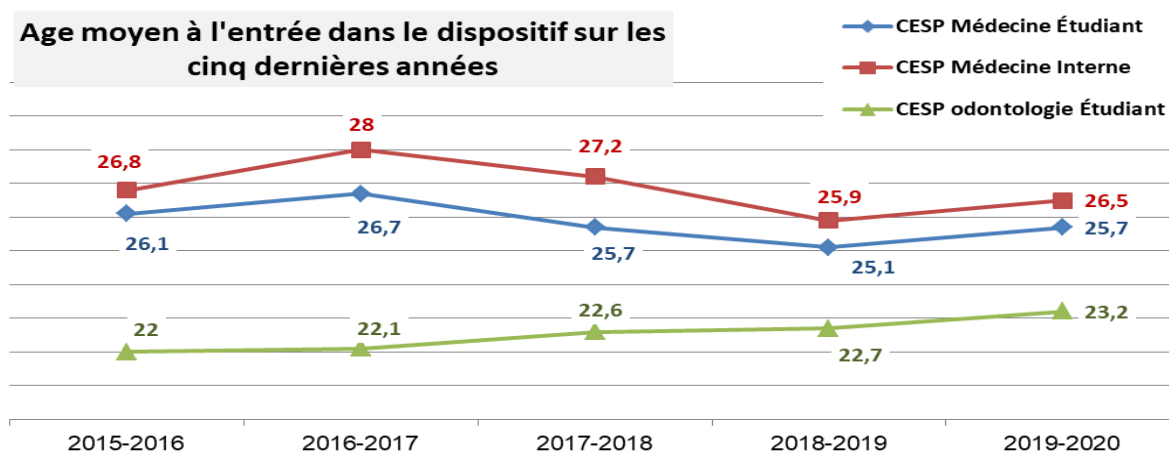
| CESP Odontologie | Étudiants | | Total Étudiant |
|-------------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| | Femmes | Hommes | |
| 20-24 ans | 134 | 112 | 246 |
| 25-29 ans | 82 | 115 | 197 |
| 30-34 ans | 11 | 24 | 35 |
| 35-39 ans | 4 | 6 | 10 |
| 40-44 ans | 2 | 3 | 5 |
| 45-49 ans | 1 | 1 | 2 |
| 50 ans et + | | | |
| Ensemble | 234 | 261 | 495 |
| Age moyen | 25,5 ans | 26,3 ans | 25,9 ans |
| Age médian | 24,7 ans | 25,5 ans | 25,0 ans |



Depuis 2016, l'âge moyen à l'entrée dans le dispositif pour les allocataires d'un CESP en médecine diminue sur les quatre dernières campagnes, passant pour les internes de 28 ans en 2016-2017 à 26,5 ans en 2019-2020 et pour les étudiants de 26,7 ans à 25,7 ans.

Pour les étudiants allocataires d'un CESP en Odontologie, c'est l'inverse, l'âge moyen d'entrée dans le dispositif s'accroît depuis 2015-2016, passant de 22 ans en 2015-2016 à 23,2 ans en 2019-2020.

Evolution de l'âge moyen à l'entrée des allocataires en médecine et en odontologie

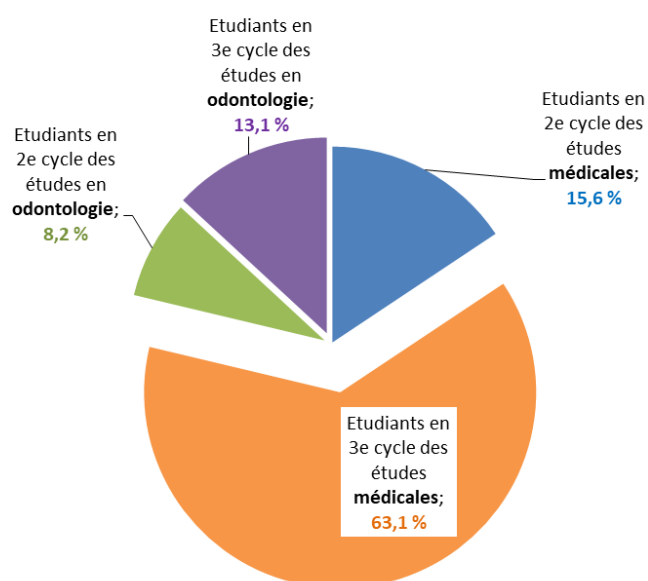


3.3 Niveaux d'études des allocataires au 31 décembre 2020

Les études médicales ont une durée minimale de 9 ans après le baccalauréat (incluant l'année de PACES) et se répartissent en trois cycles. Le diplôme de formation générale en sciences médicales (DFGSM) sanctionne le **1^{er} cycle** et confère le grade de licence. Le diplôme de formation approfondie en sciences médicales (DFASM) sanctionne le **2^e cycle** et confère le grade de master. Le **3^e cycle**, accessible par les épreuves classantes nationales (ECN) en fin de 6^e année, donne accès aux différents diplômes d'études spécialisées (DES).

Conformément à la réforme Licence-Master-Doctorat ("LMD"), le **cursus en sciences odontologiques** se divise en trois cycles obligatoires.

Le diplôme de formation générale en sciences odontologiques (3 ans, niveau licence, DFSGO) sanctionne le **1^{er} cycle**. Le diplôme de formation approfondie en sciences odontologiques (2 ans, niveau master, DFASO) sanctionne le **2^e cycle**. La thèse d'exercice (un an, niveau doctorat) sanctionne le **3^e cycle court** (TCC) et l'internat en odontologie (accessible sur concours à partir de la 5^e année, TCL) sanctionne le **3^e cycle long**.



Parmi les 2 327 allocataires recensés au 31 décembre 2020, 63,1 % correspondent aux internes de médecine (Etudiants de 3^e cycle en études médicales).

Les étudiants de troisième cycle en études d'odontologie représentent, quant à eux, 13,1 %.

S'agissant des étudiants de second cycle en médecine, 53,6 % d'entre eux sont en 3^{ème} année, soit en dernière année du cycle (M3).

Chez les internes de médecine (étudiants de troisième cycle), les 3^{ème} années en DES d'une durée de 3 ans, correspondant aux internes en médecine générale, demeurent majoritaires. Ils représentent 86,8 % des étudiants de 3^e cycle, soit 1 274 internes.

Pour les étudiants en odontologie, 61,6 % des allocataires correspondent à des étudiants de 3^e cycle.

50 % des étudiants de second et troisième cycle d'études médicales sont des femmes. Légèrement moins nombreuses en Odontologie, elles représentent 47,3 % des étudiants.

Toutefois, si les étudiants allocataires d'un CESP en médecine sont à part égale des hommes et des femmes (50 – 50), on observe que certains DES demeurent majoritairement masculins. En effet, parmi les DES pour les spécialités médicales, les femmes représentent 37,9 % des internes parmi les DES dont la durée d'internat va jusqu'à 5 ans (ensemble des DES 5 ans) et 45,1 % des DES dont la durée est de 4 ans. Par contre, au sein des DES dont la durée est de 6 ans (DES pour les spécialités chirurgicales), la parité au sein des internes allocataires est retrouvée.

Tableau 17 : Niveau d'étude des allocataires CESP

| Niveau d'études | Femmes | Hommes | Nombre d'allocataires | % | % au sein des cycles | Proportion de femmes |
|-------------------------|--------------|--------------|-----------------------|-------------|----------------------|----------------------|
| M1 | 22 | 18 | 40 | 1,7 | 11,0 | 55,0 |
| M2 | 68 | 61 | 129 | 5,5 | 35,4 | 52,7 |
| M3 | 97 | 98 | 195 | 8,4 | 53,6 | 49,7 |
| Étudiants | 187 | 177 | 364 | 15,6 | 100,0 | 51,4 |
| DES3-1 | 148 | 141 | 289 | 12,4 | 19,7 | 51,2 |
| DES3-2 | 117 | 129 | 246 | 10,6 | 16,8 | 47,6 |
| DES3-3 | 380 | 359 | 739 | 31,8 | 50,3 | 51,4 |
| DES4-1 | 6 | 11 | 17 | 0,7 | 1,2 | 35,3 |
| DES4-2 | 9 | 8 | 17 | 0,7 | 1,2 | 52,9 |
| DES4-3 | 11 | 9 | 20 | 0,9 | 1,4 | 55,0 |
| DES4-4 | 20 | 28 | 48 | 2,1 | 3,3 | 41,7 |
| DES5-1 | 2 | 7 | 9 | 0,4 | 0,6 | 22,2 |
| DES5-2 | 1 | 2 | 3 | 0,1 | 0,2 | 33,3 |
| DES5-3 | 4 | 2 | 6 | 0,2 | 0,3 | 80,0 |
| DES5-4 | 1 | 5 | 6 | 0,3 | 0,4 | 16,7 |
| DES5-5 | 17 | 26 | 43 | 1,8 | 2,9 | 39,5 |
| DES6-1 | 3 | 2 | 5 | 0,2 | 0,3 | 60,0 |
| DES6-2 | 3 | 4 | 7 | 0,3 | 0,5 | 42,9 |
| DES6-3 | 2 | | 2 | 0,1 | 0,1 | 100,0 |
| DES6-4 | 5 | 6 | 11 | 0,5 | 0,7 | 45,5 |
| Internes | 729 | 739 | 1 468 | 63,1 | 100,0 | 49,7 |
| CESP Médecine | 916 | 916 | 1 832 | 78,7 | | 50,0 |
| DFASO 1 | 30 | 23 | 53 | 2,3 | 10,7 | 56,6 |
| DFASO 2 | 57 | 80 | 137 | 5,9 | 27,7 | 41,6 |
| TCCEO | 147 | 158 | 305 | 13,1 | 61,6 | 48,2 |
| CESP odontologie | 234 | 261 | 495 | 21,3 | 100,0 | 47,3 |
| Ensemble CESP | 1 150 | 1 177 | 2 327 | 100 | | 49,4 |

3.4 Spécialités des internes de médecine

Au 31 décembre 2020, parmi les **1 468 internes** de médecine, 1 274 ont choisi la médecine générale, soit 86,8 %. Un an auparavant, cette spécialité concernait 85,2 % des internes.

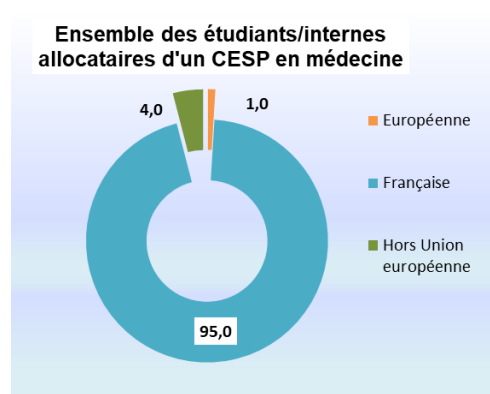
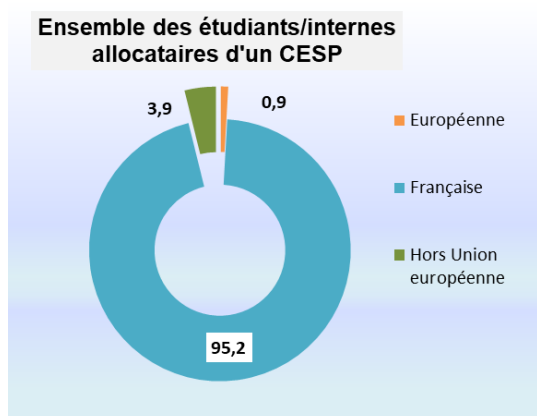
92,4 % concernent une spécialité médicale.

Ces 1 468 internes relèvent de 32 spécialités, contre 29 en 2019. Dix d'entre elles comptent un seul allocataire. Quelques spécialités ou disciplines choisies comptent 14 et plus allocataires d'un CESP, en tête l'ophtalmologie, avec 34 étudiants, suivie de la psychiatrie avec 31 allocataires. Viennent ensuite la médecine d'urgence comptant 16 étudiants, l'anesthésie-réanimation avec 15 étudiants et la gynécologie-obstétrique avec 14 étudiants.

Tableau 18 : Répartition des internes de médecine par spécialité

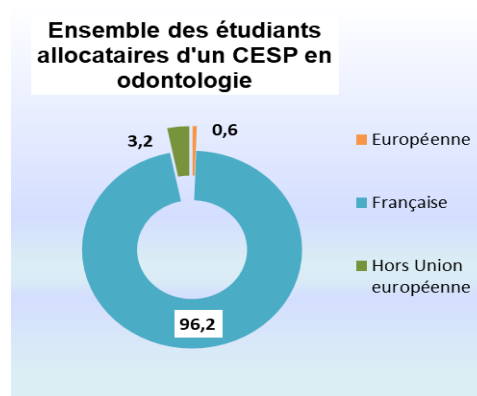
| Spécialité choisie | Contrats CESP | % |
|---|---------------|--------------|
| Anesthésie-réanimation | 15 | 1,0 |
| Biologie médicale | 1 | 0,1 |
| Chirurgie générale | 4 | 0,3 |
| Dermatologie et vénéréologie | 5 | 0,3 |
| Endocrinologie, diabète, maladies métaboliques | 1 | 0,1 |
| Gériatrie | 9 | 0,6 |
| Gynécologie médicale | 3 | 0,2 |
| Gynécologie-obstétrique | 14 | 1,0 |
| Hématologie clinique | 1 | 0,1 |
| Hépatogastro-entérologie | 4 | 0,3 |
| Médecine cardiovasculaire | 7 | 0,5 |
| Médecine du travail | 3 | 0,2 |
| Médecine d'urgence | 16 | 1,1 |
| Médecine et santé au travail | 4 | 0,3 |
| Médecine générale | 1 274 | 86,8 |
| Médecine interne | 3 | 0,2 |
| Médecine légale et expertises médicales | 1 | 0,1 |
| Médecine nucléaire | 1 | 0,1 |
| Médecine physique et de réadaptation | 3 | 0,2 |
| Médecine vasculaire | 1 | 0,1 |
| Néphrologie | 3 | 0,2 |
| Neurologie | 1 | 0,1 |
| Oncologie | 2 | 0,1 |
| Ophtalmologie | 34 | 2,3 |
| Oto-rhino-laryngologie et chirurgie cervico-faciale | 5 | 0,3 |
| Pédiatrie | 8 | 0,5 |
| Pneumologie | 1 | 0,1 |
| Psychiatrie | 31 | 2,1 |
| Radiologie et imagerie médicale | 8 | 0,5 |
| Rhumatologie | 1 | 0,1 |
| Santé publique | 3 | 0,2 |
| Urologie | 1 | 0,1 |
| Ensemble | 1 468 | 100,0 |

3.5 Nationalité des allocataires



Quel que soit le type de CESP ou le statut d'étudiants de second ou troisième cycle, 95,2 % des allocataires sont de nationalité française.

Les proportions sont similaires quel que soit le type de CESP alloué, en médecine ou en odontologie.



3.6 Répartition régionale des allocataires

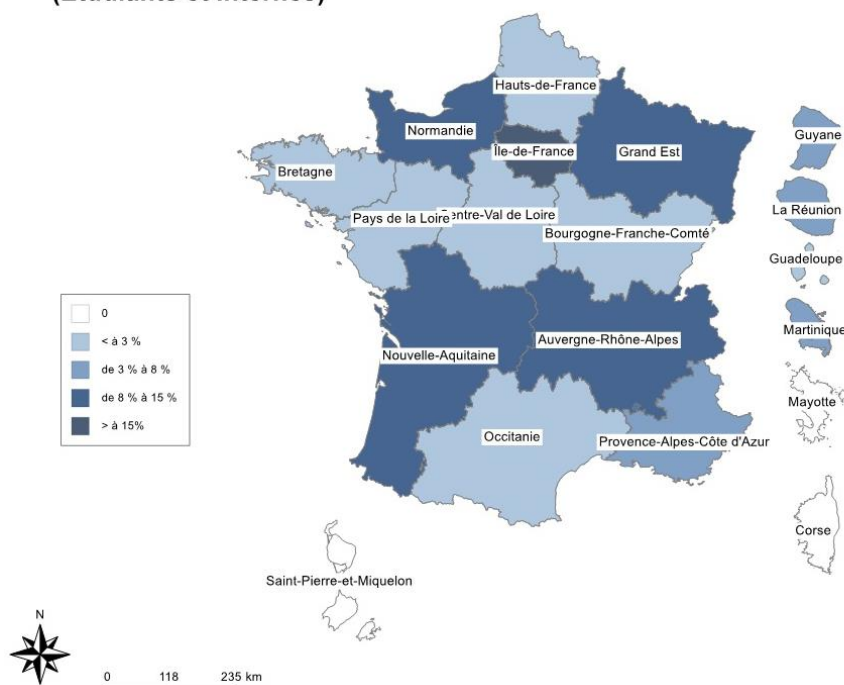
Cinq régions se partagent un peu plus de la moitié des CESP en cours (58,3 %), il s'agit de l'Ile-de-France (17,3 %), le Grand Est (12,3 %), l'Auvergne-Rhône-Alpes (11,3 %), la Nouvelle-Aquitaine (9,0 %) et les Hauts-de-France (8,4 %).

S'agissant des CESP en médecine, l'Ile de France comptabilise 18,2 % des allocataires, suivie d'Auvergne Rhône Alpes avec 11,0 % des allocataires. Provence Alpes Côte d'Azur est, quant à elle, très faiblement représentée, avec seulement 2,9 % des CESP de médecine en cours. Pour les CESP en odontologie, la région Grand Est se démarque, avec 26,3 % des contrats en cours. Elle est suivie par la région Ile de France (13,7 %) et les Hauts de France avec 13,1 % des allocataires.

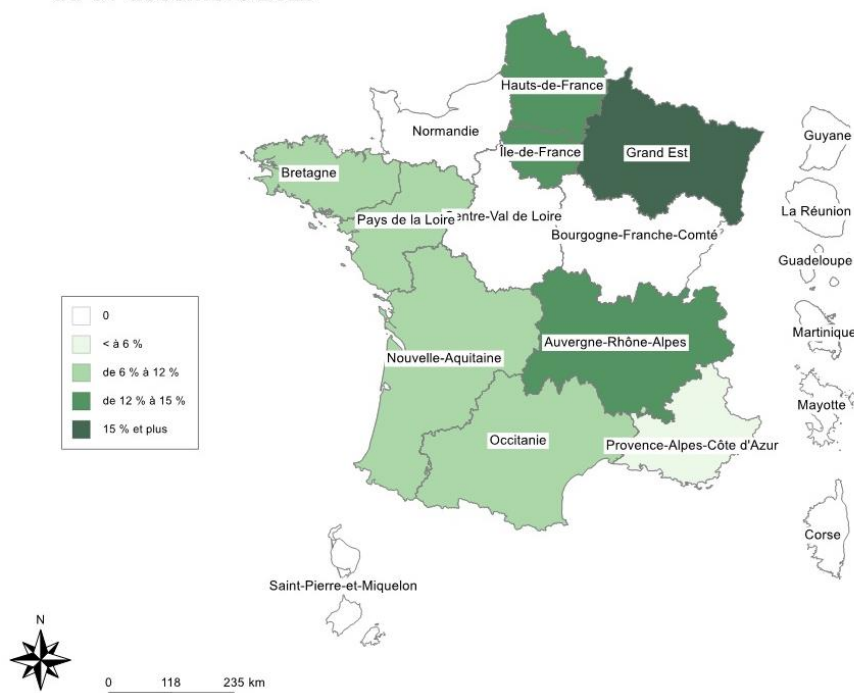
Tableau 19 : Répartition régionale des allocataires au 30 décembre 2020

| ARS | CESP MED | | | | CESP odontologie | | Ensemble des CESP | | | |
|----------------------------|------------|-------------|-------------|-------------|------------------|--------------|-------------------|-------------|-------------|-------------|
| | Étudiant | Interne | Total | % | Étudiant | % | Étudiant | Interne | Total | % |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 30 | 172 | 202 | 11,0 | 62 | 12,5 | 92 | 172 | 264 | 11,3 |
| Bourgogne-Franche-comte | 16 | 72 | 88 | 4,8 | | | 16 | 72 | 88 | 3,8 |
| Bretagne | 27 | 41 | 68 | 3,7 | 31 | 6,3 | 58 | 41 | 99 | 4,3 |
| Centre-Val de Loire | 16 | 65 | 81 | 4,4 | | | 16 | 65 | 81 | 3,5 |
| Grand Est | 33 | 124 | 157 | 8,6 | 130 | 26,3 | 163 | 124 | 287 | 12,3 |
| Hauts-de-France | 19 | 111 | 130 | 7,1 | 65 | 13,1 | 84 | 111 | 195 | 8,4 |
| Ile-de-France | 66 | 268 | 334 | 18,2 | 68 | 13,7 | 134 | 268 | 402 | 17,3 |
| Normandie | 26 | 127 | 153 | 8,4 | | | 26 | 127 | 153 | 6,6 |
| Nouvelle-Aquitaine | 38 | 142 | 180 | 9,8 | 30 | 6,1 | 68 | 142 | 210 | 9,0 |
| Occitanie | 19 | 100 | 119 | 6,5 | 50 | 10,1 | 69 | 100 | 169 | 7,3 |
| Pays de la Loire | 16 | 60 | 76 | 4,1 | 33 | 6,7 | 49 | 60 | 109 | 4,7 |
| Provence-Alpes-Côte d'azur | 8 | 46 | 54 | 2,9 | 26 | 5,3 | 34 | 46 | 80 | 3,4 |
| France métropole | 314 | 1328 | 1642 | 89,6 | 495 | 100,0 | 809 | 1328 | 2137 | 91,8 |
| Guadeloupe | 44 | 76 | 120 | 6,6 | | | 44 | 76 | 120 | 5,2 |
| Guyane | | 1 | 1 | 0,1 | | | | 1 | 1 | 0,0 |
| La Réunion | 6 | 32 | 38 | 2,1 | | | 6 | 32 | 38 | 1,6 |
| Martinique | | 31 | 31 | 1,7 | | | | 31 | 31 | 1,3 |
| DOM Com | 50 | 140 | 190 | 10,4 | | | 50 | 140 | 190 | 8,2 |
| Total général | 364 | 1468 | 1832 | 100 | 495 | 100 | 859 | 1468 | 2327 | 100 |

Répartition des CESP en Médecine en cours (Etudiants et Internes)



Répartition des CESP en cours en odontologie au 31 décembre 2020



3.7 Durée de contrat des allocataires

Au 31 décembre 2020, toutes disciplines et statuts confondus, les étudiants et internes perçoivent une allocation depuis 3,7 ans en moyenne.

Cette durée est légèrement plus faible pour les étudiants en odontologie (3,3 ans), ces derniers étant entrés dans le dispositif plus tardivement (2013-2014).

S'agissant des CESP en médecine, les internes enregistrent une durée moyenne de contrat plus élevée que celle des étudiants, respectivement 4,2 ans, contre 2,5 ans.

Tableau 20 : Répartition des CESP par durée du contrat au 31 décembre 2020

| Campagnes et durée de contrat | | CESP Médecine | | | | CESP odontologie | | Ensemble CESP | |
|-------------------------------|--------|----------------|----------------|----------------|------------|------------------|------------|----------------|------------|
| | | Étudiant | Interne | CESP | % | Étudiant | % | CESP | % |
| 2010-2011 | 10 ans | | 16 | 16 | 0,9 | | 16 | 0,7 | |
| 2011-2012 | 9 ans | | 43 | 43 | 2,3 | | 43 | 1,8 | |
| 2012-2013 | 8 ans | 1 | 68 | 69 | 3,8 | | 69 | 3,0 | |
| 2013-2014 | 7 ans | 1 | 105 | 106 | 5,8 | 7 | 113 | 4,9 | |
| 2014-2015 | 6 ans | 2 | 168 | 170 | 9,3 | 23 | 193 | 8,3 | |
| 2015-2016 | 5 ans | 5 | 205 | 210 | 11,5 | 46 | 256 | 11,0 | |
| 2016-2017 | 4 ans | 40 | 257 | 297 | 16,2 | 95 | 392 | 16,8 | |
| 2017-2018 | 3 ans | 90 | 281 | 371 | 20,3 | 125 | 496 | 21,3 | |
| 2018-2019 | 2 ans | 126 | 257 | 383 | 20,9 | 139 | 522 | 22,4 | |
| 2019-2020 | 1 an | 99 | 68 | 167 | 9,1 | 60 | 227 | 9,8 | |
| Ensemble | | 364 | 1468 | 1832 | 100 | 495 | 100 | 2327 | 100 |
| Durée moyenne | | 2,5 ans | 4,2 ans | 3,8 ans | | 3,3 ans | | 3,7 ans | |
| Durée médiane | | 2,3 ans | 4,2 ans | 3,3 ans | | 3,2 ans | | 3,2 ans | |

3.8 Zoom sur les ruptures de contrats

Sur les 4 140 contrats signés à un moment donné entre la campagne 2010-2011 et 2019-2020, 248 contrats ont été rompus, soit 6 % de l'ensemble des contrats.

115 contrats concernent les internes en médecine, ce qui représente sur les 2 699 contrats signés sur la période, un taux de **rupture de contrat de 4,3 %**. 81 contrats rompus relèvent des internes en médecine générale, soit 70,4 % des ruptures de contrats, ce qui représente seulement 3,5 % de l'ensemble des contrats signés en médecine générale.

Tableau 21 : Répartition des CESP rompus depuis 2010 par spécialité choisie par les internes

| Spécialité choisie | Contrats rompus en médecine | | | Nombre de contrats d'internes dans la spécialité | % de rupture | CESP rompus en odontologie | Total CESP rompus |
|---|-----------------------------|------------|------------|--|--------------|----------------------------|-------------------|
| | Étudiants | Internes | Total | | | | |
| Anatomie et cytologie pathologiques | | | | 3 | | | |
| Anesthésie-réanimation | | 2 | 2 | 37 | 5,4 | | 2 |
| Biologie médicale | | | | 3 | | | |
| Chirurgie générale | | | | 10 | | | |
| Chirurgie orthopédique et traumatologie | | | | 1 | | | |
| Chirurgie thoracique et cardio-vasculaire | | 1 | 1 | 2 | 50,0 | | 1 |
| Dermatologie et vénéréologie | | | | 10 | | | |
| Endocrinologie, diabète, maladies métaboliques | | | | 1 | | | |
| Gériatrie | | | | 10 | | | |
| Gynécologie-obstétrique | | 4 | 4 | 25 | 16,0 | | 4 |
| Hématologie clinique | | | | 1 | | | |
| Hépatogastro-entérologie | | 1 | 1 | 5 | 20,0 | | 1 |
| Médecine cardiovasculaire | | 3 | 3 | 32 | 9,4 | | 3 |
| Médecine du travail | | | | 2 | | | |
| Médecine d'urgence | | | | 18 | | | |
| Médecine et santé au travail | | | | 5 | | | |
| Médecine générale | | 81 | 81 | 2 285 | 3,5 | | 81 |
| Médecine interne | | | | 3 | | | |
| Médecine légale et expertises médicales | | 1 | 1 | 2 | 50,0 | | 1 |
| Médecine nucléaire | | | | 1 | | | |
| Médecine physique et de réadaptation | | | | 4 | | | |
| Médecine vasculaire | | | | 1 | | | |
| Néphrologie | | | | 4 | | | |
| Neurologie | | | | 4 | | | |
| Odontologie | | | | | | 23 | 23 |
| Oncologie | | | | 3 | | | |
| Ophthalmologie | | 8 | 8 | 71 | 11,3 | | 8 |
| Oto-rhino-laryngologie et chirurgie cervico-faciale | | | | 8 | | | |
| Pédiatrie | | 4 | 4 | 26 | 15,4 | | 4 |
| Pneumologie | | 1 | 1 | 3 | 33,3 | | 1 |
| Psychiatrie | | 4 | 4 | 72 | 5,6 | | 4 |
| Radiologie et imagerie médicale | | 4 | 4 | 21 | 19,0 | | 4 |
| Rhumatologie | | | | 1 | | | |
| Santé publique | | 1 | 1 | 8 | 12,5 | | 1 |
| Urologie | | | | 1 | | | |
| Non spécifiée | 110 | 0 | 110 | 16 | | | 110 |
| Total | 110 | 115 | 225 | 2 699 | 4,3 | 23 | 248 |

Si le taux de rupture de contrat national est de 4,3 %, des subdivisions affichent des taux légèrement supérieurs comme la Bretagne (7,6 %), la Réunion (7,0 %) ou encore la Nouvelle Aquitaine (6,2 %).

Tableau 22 : Répartition des CESP d'internes rompus depuis 2010 par subdivision (ARS)

| Subdivision (ARS) | Nombre de contrats d'internes dans la spécialité | Nombre de contrats rompus | % de rupture |
|----------------------------|--|---------------------------|--------------|
| Auvergne-Rhône-Alpes | 328 | 14 | 4,3 |
| Bourgogne-Franche-comte | 137 | 6 | 4,4 |
| Bretagne | 92 | 7 | 7,6 |
| Centre-Val de Loire | 121 | 1 | 0,8 |
| Grand Est | 231 | 10 | 4,3 |
| Hauts-de-France | 226 | 11 | 4,9 |
| Ile-de-France | 383 | 14 | 3,7 |
| Normandie | 246 | 8 | 3,3 |
| Nouvelle-Aquitaine | 276 | 17 | 6,2 |
| Occitanie | 217 | 12 | 5,5 |
| Pays de la Loire | 129 | 2 | 1,6 |
| Provence-Alpes-Côte d'azur | 87 | 4 | 4,6 |
| France métropole | 2 473 | 106 | 4,3 |
| Guadeloupe | 140 | 4 | 2,9 |
| Guyane | 2 | | 0,0 |
| La Réunion | 43 | 3 | 7,0 |
| Martinique | 41 | 2 | 4,9 |
| Dom Com. | 226 | 9 | 4,0 |
| France entière | 2 699 | 115 | 4,3 |

Concernant les ruptures de contrats en médecine générale (70,4 % des contrats rompus), pour lesquels le taux de rupture national est de 3,5 %, selon les subdivisions, le taux varie sensiblement. L'Occitanie, par exemple affiche un taux de rupture un peu plus élevé (5,7 %) quand les Pays de la Loire et le Centre Val de Loire sont plutôt épargnés (respectivement, 0,9 % et 1,2 %).

Tableau 23 : Proportion de CESP en médecine générale rompus sur l'ensemble des contrats rompus depuis 2010 par subdivision

| Subdivision (ARS) | Médecine générale | | | Nombre de CESP rompus toutes spécialités | % de CESP rompus en médecine générale / CESP rompus totaux |
|----------------------------|---------------------------|----------------------------------|--------------|--|--|
| | Nombre de CESP (internes) | Nombre de CESP (internes) rompus | % de rupture | | |
| Auvergne-Rhône-Alpes | 283 | 12 | 4,2 | 14 | 85,7 |
| Bourgogne-Franche-comte | 116 | 4 | 3,4 | 6 | 66,7 |
| Bretagne | 75 | 3 | 4,0 | 7 | 42,9 |
| Centre-Val de Loire | 85 | 1 | 1,2 | 1 | 100,0 |
| Grand Est | 189 | 6 | 3,2 | 10 | 60,0 |
| Guadeloupe | 86 | 2 | 2,3 | 4 | 50,0 |
| Hauts-de-France | 186 | 7 | 3,8 | 11 | 63,6 |
| Ile-de-France | 365 | 11 | 3,0 | 14 | 78,6 |
| La Réunion | 35 | 2 | 5,7 | 3 | 66,7 |
| Martinique | 26 | 1 | 3,8 | 2 | 50,0 |
| Normandie | 206 | 8 | 3,9 | 8 | 100,0 |
| Nouvelle-Aquitaine | 233 | 10 | 4,3 | 17 | 58,8 |
| Occitanie | 204 | 11 | 5,4 | 12 | 91,7 |
| Pays de la Loire | 117 | 1 | 0,9 | 2 | 50,0 |
| Provence-Alpes-Côte d'azur | 79 | 2 | 2,5 | 4 | 50,0 |
| France entière | 2 285 | 81 | 3,5 | 115 | 70,4 |

Le Centre Val de Loire n'affiche qu'un seul contrat rompu sur l'ensemble de la période, toutes spécialités confondues, les Pays de la Loire en compte 2 comme la Martinique.

Le nombre de contrats rompus en médecine générale rapporté à l'ensemble des contrats rompus par subdivision fait apparaître également des différences de proportions. L'Occitanie et Auvergne Rhône Alpes enregistrent 11 CESP de médecine générale rompus sur 12 contrats rompus au total pour la première et 12 sur 14 pour la seconde région.

4. ANNEXES

Répartition régionale du nombre de CESP offerts sur les trois dernières campagnes

| Région | 2017-2018 (arrêté du 16/01/2018) | | | | | 2018-2019 (arrêté du 11/02/2019) | | | | | 2019-2020 (arrêté du 26 mai 2020) | | | | | | |
|-------------------------|--|---|------------|--|------------|---|------------|--|--|------------|--|------------|--|--|-------------------|------------|------------|
| | Médecine | | | Odontologie | Total | Médecine | | | Odontologie | Total | Médecine | | | Odontologie | | | Total |
| | Nombre de contrats offerts aux étudiants | Nombre de contrats offerts aux internes | Total | Nombre de contrats offerts aux étudiants | | Nombre de contrats offerts aux internes | Total | Nombre de contrats offerts aux étudiants | Nombre de contrats offerts aux étudiants de 2 ^{ème} cycle | | Nombre de contrats offerts aux étudiants de 3 ^{ème} cycle | Total | Nombre de contrats offerts aux étudiants de 2 ^{ème} cycle | Nombre de contrats offerts aux étudiants de 3 ^{ème} cycle | Total Odontologie | | |
| Auvergne Rhône Alpes | 33 | 29 | 62 | 18 | 80 | 34 | 30 | 64 | 18 | 82 | 34 | 30 | 64 | 13 | 5 | 18 | 82 |
| Bourgogne Franche Comté | 13 | 10 | 23 | | 23 | 15 | 10 | 25 | | 25 | 17 | 11 | 28 | | | | 28 |
| Bretagne | 11 | 11 | 22 | 13 | 35 | 11 | 11 | 22 | 12 | 34 | 11 | 11 | 22 | 12 | 0 | 12 | 34 |
| Centre Val de Loire | 12 | 10 | 22 | | 22 | 11 | 14 | 25 | | 25 | 11 | 19 | 30 | | | | 30 |
| Grand Est | 21 | 17 | 38 | 27 | 65 | 21 | 22 | 43 | 26 | 69 | 44 | 54 | 98 | 22 | 10 | 32 | 130 |
| Hauts de France | 21 | 20 | 41 | 15 | 56 | 21 | 20 | 41 | 15 | 56 | 21 | 20 | 41 | 15 | 0 | 15 | 56 |
| Ile de France | 63 | 34 | 97 | 20 | 117 | 70 | 40 | 110 | 26 | 136 | 71 | 42 | 113 | 20 | 0 | 20 | 133 |
| Normandie | 20 | 24 | 44 | | 44 | 22 | 28 | 50 | | 50 | 20 | 32 | 52 | | | | 52 |
| Nouvelle Aquitaine | 28 | 20 | 48 | 7 | 55 | 28 | 20 | 48 | 7 | 55 | 28 | 20 | 48 | 7 | 7 | 14 | 62 |
| Occitanie | 22 | 19 | 41 | 12 | 53 | 22 | 19 | 41 | 14 | 55 | 30 | 16 | 46 | 16 | | 16 | 62 |
| Pays de la Loire | 11 | 11 | 22 | 5 | 27 | 11 | 11 | 22 | 5 | 27 | 11 | 11 | 22 | 5 | | 5 | 27 |
| PACA / Corse | 13 | 12 | 25 | 10 | 35 | 15 | 15 | 30 | 16 | 46 | 15 | 15 | 30 | 16 | | 16 | 46 |
| France métropole | 268 | 217 | 485 | 127 | 612 | 281 | 240 | 521 | 139 | 660 | 313 | 281 | 594 | 126 | 22 | 148 | 742 |
| DOM-Com | 18 | 18 | 36 | | 36 | 22 | 18 | 40 | | 40 | 22 | 18 | 40 | | | | 40 |
| France entière | 286 | 235 | 521 | 127 | 648 | 303 | 258 | 561 | 139 | 700 | 335 | 299 | 634 | 126 | 22 | 148 | 782 |

Répartition régionale du nombre de CESP offerts pour la campagne 2019-2020

| Région | 2019-2020 | | | | | | | | | |
|-------------------------|--|---|------------|--------------|---|--|-------------------|--------------|------------|--------------|
| | Médecine | | | | Odontologie | | | | Total | % |
| | Nombre de contrats offerts aux étudiants de deuxième cycle de médecine (arrêté du 26 mai 2020) | Nombre de contrats offerts aux étudiants de troisième cycle de médecine (arrêté du 26 mai 2020) | Total | % | Nombre de contrats offerts aux étudiants de deuxième cycle en odontologie (arrêté du 26 mai 2020) | Nombre de contrats offerts aux étudiants de troisième cycle en odontologie (arrêté du 26 mai 2020) | Total Odontologie | % | | |
| Auvergne Rhône Alpes | 34 | 30 | 64 | 10,1 | 13 | 5 | 18 | 12,2 | 82 | 10,5 |
| Bourgogne Franche Comté | 17 | 11 | 28 | 4,4 | | | | 0,0 | 28 | 3,6 |
| Bretagne | 11 | 11 | 22 | 3,5 | 12 | 0 | 12 | 8,1 | 34 | 4,3 |
| Centre Val de Loire | 11 | 19 | 30 | 4,7 | | | | 0,0 | 30 | 3,8 |
| Grand Est | 44 | 54 | 98 | 15,5 | 22 | 10 | 32 | 21,6 | 130 | 16,6 |
| Hauts de France | 21 | 20 | 41 | 6,5 | 15 | 0 | 15 | 10,1 | 56 | 7,2 |
| IDF | 71 | 42 | 113 | 17,8 | 20 | 0 | 20 | 13,5 | 133 | 17,0 |
| Normandie | 20 | 32 | 52 | 8,2 | | | | 0,0 | 52 | 6,6 |
| Nouvelle Aquitaine | 28 | 20 | 48 | 7,6 | 7 | 7 | 14 | 9,5 | 62 | 7,9 |
| Occitanie | 30 | 16 | 46 | 7,3 | 16 | | 16 | 10,8 | 62 | 7,9 |
| Pays de la Loire | 11 | 11 | 22 | 3,5 | 5 | | 5 | 3,4 | 27 | 3,5 |
| PACA / Corse | 15 | 15 | 30 | 4,7 | 16 | | 16 | 10,8 | 46 | 5,9 |
| France métropole | 313 | 281 | 594 | 93,7 | 126 | 22 | 148 | 100,0 | 742 | 94,9 |
| Antilles-Guyane | 20 | 15 | 35 | 5,5 | | | | 0,0 | | 0,0 |
| La Réunion | 2 | 3 | 5 | 0,8 | | | | 0,0 | | 0,0 |
| DOM | 22 | 18 | 40 | 6,3 | | | | 0,0 | 40 | 5,1 |
| France entière | 335 | 299 | 634 | 100,0 | 126 | 22 | 148 | 100,0 | 782 | 100,0 |